

# ROUGE

portugal

SOLDATS  
OUVRIERS



REFUSENT  
LA MISE AU PAS

# sommaire

Souscription — p. 2

## EDITORIAL

Portugal: Pas une minute à perdre — p. 3

## DOSSIER: L'INJUSTICE D'ETAT

Les assassins sont parmi eux — p. 4

Accidents du travail: le sang des autres — p. 5

Assises: Lecanuet parle comme Minute écrit — p. 6

Dupuy de Méry: un apolitique d'extrême-droite — p. 7

## NOTES POLITIQUES

Leroy bon prince — p. 8

## LUTTES OUVRIERES

Interview des dirigeants d'Hacuitex — p. 9

Après le 4 — p. 10

Ideal-Standard, Fougères — p. 10-11

Rhône Poulenc — p. 12

Points chauds — p. 13

## INTERNATIONAL

Espagne: l'épreuve de force — p. 14

Espagne: solidarité — p. 15

## PORTUGAL

Interview: le SUV à la contre-attaque — p. 16-17

Une armée qui dit non — p. 18-19-20

L'AJ-S-OCI et le Portugal — p. 21

## FORUM — p. 22-23

## ECOLE

Baudelot-Estabet: l'école primaire divisée — p. 24

## « Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris 75004

Téléphone: 272 88 96 et 272 68 82

Directeur de publication: H. Weber

Imprimerie NPP

Vendredi 10 octobre 1975 — Rouge n° 317

# 120 MILLIONS ? OCTOBRE

SOLDE ANTERIEUR	424970,94	Diffuseurs Le Mans	640,00	Diffuseurs Courbevoie	95,00	L.T. lycéen Bagnolet	20,00
M.F. Eaubonne	100,00	J.P.P. Avranches	300,00	Diffuseurs de Colombes	40,00	Groupe taupé INRA	50,00
D.M.P. à Paris	120,00	Recherche scientifique Marseille	2920,00	Un sympathisant Fosse sur Mer	100,00	A. IN.R.A. Gngnon	50,00
P.T.T. Nord	20,00	Diffuseurs Montbéliard	210,00	Pour un quotidien	150,00	Comité rouge Limoges	50,00
PTT Clancourt	13,00	Personnel Inter Europe	100,00	Diffuseurs Louviers	260,00	M.S. Caen	200,00
A.B. sympathisante	50,00	Diffuseurs Paris	1055,00	Divers Genevilliers	27,00	Librairie taupé rouge Rouen	150,00
Un homo sympathisant	30,00	Diffuseurs Toulon	550,00	Divers Hauts de Seine	138,00	P.C. Aurillac	100,00
M.B. et T.T. à Nori	108,53	Groupe taupé Renault	650,00	Diffuseurs Nancy	113,00	C.B. Caen	300,00
Un enseignant Perpignan	150,00	Fredo 202	50,00	Diffuseurs Argenteuil	300,00	E.L. Caen	100,00
Un employé Perpignan	20,00	Groupe taupé Honeywell	550,00	Diffuseurs Paris 10 Nanterre	450,00	Comité rouge 13 <sup>e</sup>	500,00
Diffuseurs Perpignan	120,00	P.T.T. Postaux Paris 8	220,00	M. et Mme S.R. Mandeure (25)	100,00	Un ingénieur TP 13 <sup>e</sup>	1000,00
E.D.F. Chatou	260,00	Groupe taupé Honeywell	50,00	Pour la cause du peuple	100,00	Groupe taupé Vallé Evard	70,00
Diffuseurs Sartrouville	120,00	M.M.	100,00	Groupe taupé F.P.A. Tours	240,00	Educatrice Montreuil	100,00
A.C. tourneur à Conflans	300,00	M.B. Arcueil	800,00	Etudiante Tours	100,00	Diffuseurs Gagny	100,00
Sympathisante E.N. à St Germain	100,00	M.V. et M.B. Bures	100,00	Employés Hôpital Tours	200,00	Professeur Villemonble	10,00
Diffuseurs St Germain	100,00	Librairie rouge	25,00	Employé E.D.F. Tours	200,00	Un cheminot Gare du Nord	100,00
Groupe taupé Buc	90,00	B.L. institutrice Carcassonne	150,00	Diffuseurs Melun	340,00	Un cheminot Gare de Noye Sec	50,00
Diffuseurs Orléans	870,00	C.T. étudiant Carcassonne	50,00	Diffuseurs Reims	1343,00	Diffuseurs S.N.C.F. Gare de l'Est	100,00
L.G. à Tarbes	20,00	Comité rouge lycéen Carcassonne	170,00	Anonymous Auzerre	150,00	Un peintre	50,00
G.J. P.T.T. Caen	200,00	Comité rouge étudiant Besançon	150,00	Prof. de C.E.T. Paris	100,00	Jeune cheminot La Villette	7,00
P.D. Niry-Mory	100,00	Anonymous	100,00	J.N.V. Eaubonne	240,00	Sympathisant régulier agriculture	100,00
D. et M.B. à Toulouse	100,00	Diffuseurs Brest	3570,00	L.M. Eaubonne	100,00	Groupe taupé Affaires Sociales	100,00
Un sympathisant Macon	100,00	J.P. Catacuteur Paris 6 <sup>e</sup>	2000,00	C.J. Epinay	50,00	Sympathisant Ministère Agriculture	50,00
Groupe taupé Macon	70,00	D.T. Paris	15,00	J.P. Gormanville	10,00	Diffuseurs H.L.M.	170,00
H.J. Vernon	200,00	Un étudiant Grenoble	100,00	Diffuseurs Villeneuve	250,00	Groupe taupé Finances	170,00
E.N. Blois	200,00	Un étudiant Grenoble	20,00	C.J. Eaubonne	100,00	G. sympathisant agriculture	50,00
A.C. éducateur Blois	60,00	Travailleurs sociaux Grenoble	150,00	Diffuseurs Issy	200,00	Renault Bilancourt	100,00
F.B. étudiant Vélizy	50,00	Hôpital psychiatrique St Egrève	50,00	Un ancien Mao ORTF	20,00	P.T.T. Clancourt gares Nord et Est	40,00
Etudiants Tours	357,00	Ouvrier métallurgiste Grenoble	1000,00	Diffuseurs Montrouge	850,00	Sid. Ab	200,00
Lyciens Tours	150,00	Anonymous Grenoble	3000,00	Diffuseurs Auzerre	336,00	B.B. La Charité sur Loire	300,00
Mme M.C. Paris	70,00	Anonymous Grenoble	100,00	J.J.D. Caen	20,00	Groupe taupé Equipement Paris	100,00
Anonymous Gard	30,00	Diffuseurs Rouen	264,00	Diffuseurs Perpignan	340,00	D.F. Paris 14 <sup>e</sup>	200,00
A.O. Aubervilliers	200,00	J.L. et F.R. Besançon	10,00	Un étudiant Angers	20,00	V.P. Paris 11 <sup>e</sup>	100,00
M.C. St Ouen	100,00	Librairie rouge	40,10	Un sympathisant hôpital	30,00	Librairie Rouge	210,00
Diffuseurs P.T.T. Strasbourg	650,00	Diffuseurs Villeneuve St Georges	915,00	Diffuseurs Angers	580,00	Groupe taupé CEI	330,00
Un groupe de travailleurs de l'imprimerie	70,00	Diffuseurs P.T.T. Paris 12 <sup>e</sup>	190,00	2 lecteurs Paris 18 <sup>e</sup>	200,00	Sympathisant Agence	100,00
Leclerc	360,08	Sympathisant C.F.D.T. S.N.C.F. Morlaix	100,00	Travailleurs sociaux Grenoble	100,00	Comité rouge Villeneuve sur Lot	40,00
Librairie rouge	70,00	00	00	Diffuseur Grenoble	100,00	Groupe taupé Furel	130,00
C.J.C. à Sens	100,00	Militant LO Gare de Lyon	10,00	Sympathisant Charnonx	160,00	Recette principale PTT Toulouse	150,00
V.B.P. Fonction publique Nanterre	150,00	Diffuseurs Gare de Lyon	200,00	Sympathisants H.P. St Egrève	100,00	Diffuseurs Toulouse	1850,00
J.M.B. Issy-les-Moulineux	200,00	Sympathisant anonyme Pantin	20,00	Sympathisant enseignant Grenoble	100,00	Lecteurs de Poitiers	60,00
R. sympathisant IN.R.A. à Jouy	50,00	Diffuseurs et sympathisants Seneor	200,00	J.C.F. Grenoble	100,00	P.T.T. Caen	300,00
M.A.C. Toulouse	300,00	M. et Mme J.P.S. La Rochelle	200,00	J.B. Grenoble	700,00	P.A. S.N.C.F. Caen	100,00
Diffuseurs Laval	150,00	Diffuseurs Argenteuil	435,00	Ouvriers de Neayric Grenoble	155,00	Diffuseurs Orsay	650,00
Diffuseurs Chalon sur Saône	300,00	Comité rouge Colombes	208,00	Travailleuse Hewlett-Packard Grenoble	200,00	TOTAL	473872,57
Un anar C.F.D.T.	400,00	Diffuseurs Colombes	60,00				

# ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge »  
10, Impasse Guéméné - Paris 4ème  
par avion: écrire à « Rouge »  
Seules les demandes accompagnées du règlement  
sont prises en compte. Joindre 3F et la dernière  
bande pour un changement d'adresse.

## je désire m'abonner à ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

Rouge n° 317 p.2

## COMMUNIQUE

A l'initiative du CEDETIM, deux journées culturelles anti-impérialistes auront lieu le 11 et 12 octobre 1975 à la Cartoucherie de Vincennes, organisées par 31 organisations de travailleurs immigrés et comités de soutien aux luttes des peuples d'Asie (Indochine, Indonésie...), du Moyen-Orient et des Pays Arabes (Oman, Palestine, Maroc, Tunisie...), d'Afrique (Afrique Australe, Afrique du Sud, Afrique de l'Ouest, Sahel...), d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Uruguay, Bolivie, Brésil, Caraïbes...) d'Europe (Portugal, Espagne, Irlande, Minorités Nationales européennes).

Ces journées sont organisées pour populariser la réalisation d'un centre de documentation et d'information pour les luttes anti-impérialistes.

Au cours de ces journées, l'ensemble des comités cherchera à mettre en évidence les liaisons des luttes anti-impérialistes entre elles et avec la lutte de classes en France.

Cette animation sera permanente pendant les deux journées sur les cinq plateaux régionaux et sur un plateau central. Elle comprendra des films, des activités culturelles (chansons, théâtres, expositions...), des débats politiques et des bals populaires.

Des permanences sont assurées tous les jours de 18h à 21h au CEDETIM, 94 rue Notre-Dame des Champs - Paris 6<sup>e</sup> - tel: 325-00-09.

## Pour les prisonniers politiques au Sénégal

La situation politico-économique ne s'est guère améliorée au Sénégal. Un pillage systématique de ses richesses imposé par le capitalisme international a conduit le peuple sénégalais au bord de la famine. Après l'assassinat de Blondin Diop en prison et d'Alhousseyn Non Cisse, le régime néo-colonial de Senghor réprime de plus en plus pour prévenir toute velléité de lutte révolutionnaire.

Après l'incarcération de 12 militants en décembre plusieurs autres depuis juin 1975 font l'objet d'interpellation arbitraire torture et d'emprisonnement. Parmi eux: El Mazide N'Diaye, Mamadou Diop dit Decroix, Amadou Top, Mamadou Sow dit Abou, Abdourahmane Kounta, Boubacar Wane, Ismaila Diakh Ate, Eugénie Rokhaya Aw, Joseph Diop, Mame Gueye Seck. L'avortement d'Eugénie Rokhaya Aw en prison à trois mois de grossesse révèle le caractère inhumain du régime sanguinaire de Senghor. Rien d'étonnant quand on sait que les tortionnaires de la Police Sénégalaise sont encadrés

par des brésiliens et des chiliens, etc.

Jean Collin français ancien administrateur colonial nationalisé, actuel ministre de l'intérieur dirige cette répression dans laquelle il faut le rappeler les troupes françaises basées à Dakar jouent un rôle important prêtes à intervenir à tout moment. En mai 1968 lors de la grève des étudiants de l'Université de Dakar un officier français prit la responsabilité de diriger les opérations devant le refus de chef d'Etat Major sénégalais de tirer sur les étudiants dans le campus. A la veille du procès de ces militants (8 et 9 octobre) une répression féroce s'abat sur les militants du AND JEFF dont l'organe de combat est Xarebi. Pour exiger leur libération inconditionnelle et avec eux tous les détenus politiques nous demandons à tous les démocrates et anti-impérialistes de signer massivement la pétition présente.

La LCR soutient cet appel du Comité de Soutien aux Détenus Politiques de l'Ouest Afrique.

## « où va la CFDT ? »

- cahier Taupé Rouge n° 2, 4 F.
- l'opération Maire-Rocard
  - le double échec du Bureau National de la CFDT
  - le débat sur les rapports Parti/Syndicat
  - le droit de tendance
  - la CFDT et le programme commun
  - E. Maire attaque « Rouge »
  - la réponse de la LCR

## nouveauté E.D.I. QUE LIRE ?

- bibliographie de la révolution
- en 800 titres, 150 ans de réflexion militante sur la révolution.
  - un inventaire très fourni des instruments de travail (bibliothèques, revues, histoire, biographies, dictionnaires)
- Travail sans précédent d'une équipe qui n'a pas craint le pluralisme et les dissonances.
- 39 F à la Librairie Rouge

# PORTUGAL : PAS UNE MINUTE A PERDRE

■ Un gouvernement provisoire bafoué par 50.000 métallos, un MFA éclaté, une réunion patronale dispersée, le drapeau rouge sur plusieurs dizaines de casernes. La révolution portugaise n'a pas fini de donner le mal de mer à tous ceux qui s'étaient déjà précipités à son enterrement dès l'annonce de la « normalisation » par le VIème Gouvernement. Elle n'a pas fini non plus d'offrir une magistrale leçon à l'ensemble du mouvement ouvrier. Elle continue enfin son entreprise corrosive de dévoilement de la véritable politique des partis ouvriers réformistes.

Au Portugal, on ne juge plus les gens sur ce qu'ils disent et promettent mais sur ce qu'ils font. Dans une telle situation révolutionnaire, on assiste quotidiennement à de profondes modifications dans les rapports de force. La politisation nouvelle et subite des travailleurs et de l'armée, et l'absence d'une véritable direction révolutionnaire expliquent les paliers, les détours, les illusions passagères ; mais la donnée constante de la situation, c'est une radicalisation permanente des masses qui n'ont jusqu'à présent subi aucune défaite et dont les objectifs se précisent après chaque tentative de la réaction visant à reprendre du terrain. Le 11 mars fut un tremplin pour l'intervention d'une avant-garde large de dizaines de milliers de travailleurs regroupés dans leurs commissions.

L'offensive de la droite du MFA et les efforts de normalisation du gouvernement actuel font tomber les illusions sur le MFA et la politique de collaboration de classe. L'appartenance du SUV et des comités de soldats représente un pas en avant considérable pour la révolution portugaise, déjà préparé par l'existence de la coordination des organisations révolutionnaires dans le cadre du FUR. L'orientation plus correcte du SUV permet aujourd'hui à des centaines de militants du PS de participer aux manifestations qui déferlent depuis une semaine dans les gran-

des villes portugaises. La centralisation des comités de soldats, leur liaison organique, avec les commissions de travailleurs ouvriront la voie à la mise sur pied d'une assemblée populaire qui aura alors les moyens politiques et militaires d'imposer un gouvernement ouvrier et paysan. Certes, nous n'en sommes pas encore là et de nombreux obstacles existent. A commencer par la politique de trahison des dirigeants du PSP ; et celle du PCP qui garde un pied dans les commissions ouvrières, un pied dans le gouvernement de collaboration de classe, c'est-à-dire en fait les deux. Il s'efforce de drainer la mobilisation des masses dans son projet d'unité du MFA et d'un nouveau gouvernement Vasco Gonçalves où il serait mieux représenté.

Aujourd'hui, l'extrême-gauche révolutionnaire joue un rôle de première importance, pour la première fois dans le monde depuis que les stalinien et les sociaux-démocrates dominent le mouvement ouvrier. Mais il n'y aura pas de victoire possible sans qu'apparaisse une véritable direction révolutionnaire, capable d'entraîner les centaines de milliers de travailleurs qui font encore confiance aux deux grands partis réformistes.

Le ministre du travail a reculé devant 50.000 métallos dans la rue, mais il reste ministre. A Porto, l'assemblée du patronat a été dissoute par 3.000 métallos mais les patrons contrôlent encore la production. La révolution socialiste est à nos portes et nous n'avons pas le droit de rester les bras croisés, à compter les points. On peut certes comprendre la gêne de certains. « L'Humanité » depuis quelques jours, se contente des dépêches AFP, inquiète de cette émergence désordonnée des travailleurs et des soldats, et s'interrogeant sur le prochain tournant tactique du PCP. Quant à la direction du PS, désireuse de garder son voile gauche, si elle veut à tout prix ne laisser planer aucune ambiguïté sur sa volonté d'en rester au Programme commun, elle n'en continue pas moins de soutenir inconditionnellement Soares, en lui reprochant simplement et indirectement de ne pas crier « autogestion » avant d'essayer de frapper les commissions de travailleurs.

Nos tâches sont claires et il n'y a pas une minute à perdre pour populariser massivement dans les entreprises, les quartiers et les facultés, les expériences révolutionnaires des travailleurs portugais.

Il n'y a pas une minute à perdre pour organiser dans l'unité, sous forme de comités ou de cartels, un vaste mouvement de solidarité.

Il n'y a pas une minute à perdre pour populariser au sein des comités de soldats français l'exemple de nos camarades du SUV.

Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe, il ne sera pas non plus l'Espagne à laquelle nous avons encore une dette à payer. Au Portugal, c'est une révolution qui est en train de naître.

Alain Krivine

# L'INJUSTICE D'ETAT

Qu'un PDG aille au trou,  
et voilà les Lecanuet, Foyer et autres Poniatowski qui écument  
Au nom de la loi...

■ En mettant un PDG en cabane le juge d'instruction De Charette a dit, à sa manière, que les accidents du travail n'étaient ni le résultat de la fatalité, ni le tribut à payer au « nécessaire développement technique de la société », mais le **résultat de choix conscients** qui pouvaient avoir des conséquences sur le plan pénal. Ce faisant il a justement souligné l'importance de la faute commise par le chef d'entreprise, alors que jusqu'ici ce dernier, personnage inviolable et tabou, échappait à sa mise en cause personnelle. Il n'en a pas fallu plus pour que ceux qui n'ont à la bouche que la loi — quand elle s'applique aux autres — poussent de hauts cris en un concert d'ampleur rarement atteinte.

◆ Ainsi vous, M. Lecanuet, dont nous saurons nous souvenir, qui avez déclaré : « le placement en détention provisoire est une mesure exceptionnelle qui ne peut intervenir que pour des motifs limitativement énumérés par la loi ». Nul doute que vous manquerez d'intervenir avec autant de promptitude pour tous ceux qui, en détention provisoire depuis de longs mois, pour des délits n'ayant entraîné aucune mort, n'y restent que parce que ça permet aux tribunaux, naturellement portés à couvrir et dépasser la durée de la détention, à condamner plus fermement. De même vous ne manquerez pas d'exercer votre sollicitude à l'égard de tous ces détenus qui n'ont

pû encore, contrairement à M. Chapron grâce à votre intervention personnelle, bénéficier de cellules confortables et tranquilles, ce qui les oblige parfois à monter sur les toits de leur prison pour se faire entendre. Nul doute non plus que vous n'hésitez pas, comme vous l'avez fait pour la chambre d'accusation de Douai, à accélérer une procédure tellement lente qu'elle permet à des centaines de personnes injustement retenues de rester encore un peu plus en prison. Et puisque vous semblez tellement sensible aux formes pour vous être étonné de celles qui avaient été employées lors de l'arrestation de M. Chapron, nous sommes convaincus que vous aurez à cœur que tous les prisonniers soient dorénavant traités avec la plus exquise des politesses, tant au moment de leur arrestation qu'au moment de leur détention.

◆ Nous penserons aussi à vous M. Foyer, ancien Garde des Sceaux, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui dans un article courageux du Figaro avez écrit : « La détention provisoire ne peut être ordonnée, en matière correctionnelle, que pour des causes déterminées par la loi et par une ordonnance motivée ». Nous sommes certains que, dorénavant, vous interviendrez auprès de votre successeur — un allié politique — pour qu'il rappelle ce prin-

cipe à tous les juges d'instruction qui mettent en détention pour un vague motif « d'ordre public », permettant n'importe quoi. De même, vous qui combattez pour le secret de l'instruction, vous lui direz franchement votre façon de penser sur la conférence de presse que ses services ont tenu lors de l'affaire Portal, lorsque le dossier d'instruction fut largement commenté devant toute la presse. Nous sommes d'accord avec vous lorsque vous écrivez : « Mais il demeure, hélas ! suffisamment de fanatiques pour faire demain de la justice, si l'on n'y prend garde, l'un des plus grands dangers pour la liberté, nous préparer une justice de dictature... ». Aussi croyons-nous qu'à votre tour vous serez d'accord avec nous pour combattre toutes ces procédures expéditives (flagrants délits, justice militaire...etc.) qui font courir tant de dangers aux libertés individuelles ; les juges qui par fanatisme et parti-pris, accordent plus de foi aux témoins lorsqu'ils sont policiers que jeunes ou arabes ; toutes ces « opportunités » qui permettent de classer certaines affaires qui risqueraient de porter, elles aussi, atteinte à l'ordre public. Faute de quoi nous penserions que tous ces beaux principes ne sont que prétexte pour mieux faire passer votre appel à la répression contre le Syndicat de la Magistrature dont, prenant appui sur la philosophie

politique de M. Marcellin, vous qualifiez certains membres de « conjurés » qui pratiquent le « noyautage » avant de passer au « quadrillage des tribunaux ».

◆ Et puis nous aurons aussi une pensée pour vous M. Poniatowski, dont le préfet a autorisé 500 cadres à envahir le Palais de Justice de Béthune le jour de l'audition de M. Chapron par le juge d'instruction. Sans doute vos ordres n'étaient-ils pas arrivés assez tôt pour permettre au public qui le désirait, le même jour, d'assister au procès fait à Avesnes (à quelques dizaines de kilomètres de Béthune) aux deux militants de l'ETA accusés de trafic d'armes. Ce jour là vos policiers étaient tellement nombreux qu'à condition de pouvoir franchir leurs barrières autour du Palais de Justice, il était malheureusement impossible d'avoir accès à la salle d'audience remplie déjà par leur soin. Lors du procès de Cruse, ce pasteur qui soutenait les objecteurs de conscience et les insoumis, nous nous heurtâmes aux mêmes difficultés ; de même lors du procès Rousset poursuivi après la dissolution de la Ligue Communiste en 1973. Mais vraiment peut-on faire confiance aux Lecanuet, Foyer, Poniatowski et consorts ?..

G.M.

## LE CAPITAL TUE

■ Tous les jours, plusieurs fois par jour, des travailleurs tombent au champ d'honneur du capital. Pour 1973, 2242 accidents du travail mortels, auxquels il faut ajouter 1629 accidents en cours de trajet (salarier se rendant ou revenant de son travail). Les moyens de presse, télévision, radios et journaux, si prompts à se lamenter sur les morts du week-end, ne parlent jamais de ceux qui « rîvés à la machine » meurent victimes de l'insécurité, des cadences, victimes sacrifiées aux dieux du profit.

Les accidents du travail sont la condamnation même de ce système qui oblige ceux qui travaillent à produire plus et plus vite pour rentabiliser les investissements. Tous les beaux discours sur l'« humanisation » du travail manuel n'y feront rien. Les capitalistes français ont, en dix ans, modernisé leur appareil de production, mais, dans le même temps, les accidents du travail ont été en augmentation constante. Ils passent du chiffre total de 990.589 en 1960 à 1.110.173 en 1970. Certains secteurs sont particulièrement touchés. Les métaux et les ouvriers du

bâtiment paient un lourd tribut à l'efficacité capitaliste, plus de 300.000 accidentés chaque année dans chacune de ces deux professions.

En matière de sanctions, la justice se montre particulièrement compréhensive à l'égard des patrons. En 1972, l'inspection du travail a constaté 448.562 infractions à la législation du travail, mais seulement 2,77 % des infractions constatées ont fait l'objet de condamnations. Encore faut-il remarquer que les juges ont fait preuve d'une belle compréhension, puisque 74 condamnations seulement ont dépassé le taux minimum prévu par la loi.

Une enquête menée par la section de Strasbourg du Syndicat de la Magistrature, en liaison avec l'Inspection du travail, montre la mansuétude des tribunaux. Sur deux ans d'activité des Tribunaux d'instance et de grande instance du Bas-Rhin, l'enquête révèle 25 condamnations pour infractions en matière d'hygiène et de sécurité. Bien que les textes législatifs permettent — excusez du peu — des amendes de 60 à 360 F, les

juges n'ont employé le maximum qu'une seule fois. Le Tribunal de Saverne n'a pas hésité à infliger quatre amendes de 18 F qui ont dû être d'un effet dissuasif certain sur l'employeur.

Il y a dans ces chiffres la réalité d'une politique criminelle de classe ; une politique qui punit sévèrement toute atteinte aux biens portée par des « délinquants » issus en majeure partie des classes populaires, mais qui ferme les yeux sur les atteintes aux personnes dont sont victimes les travailleurs.

Les amendes seraient-elles plus fortes qu'on serait en droit de se poser la question : justice est-elle rendue ? Que représente en effet le poids d'une amende de 360 F face aux risques qu'encourt un travailleur à un poste de travail où les conditions de sécurité ne sont pas assurées ? En cette matière, la seule solution radicale est l'abolition d'un système qui ne vit que par l'exploitation du travail humain aux moindres coûts.





## LES ASSASSINS SONT PARMIS EUX

« Je sens une très grande colère populaire, la population ne supporte pas l'insécurité ». Ne vous y trompez pas, quand M. Lecanuet parle de sécurité il ne s'agit pas de sécurité du travail. L'affaire Chapron en témoigne « Le pays veut de la rigueur, je dois tenir compte de cet appel de l'opinion, je demande donc de la rigueur » ajoute patelin le garde des Sceaux. Mais quel appel et quelle opinion ?

Rarement s'est vu un tel matraquage par la presse et les grands moyens d'information.

A commencer par le Parisien Libéré, bien sûr, qui écrit sur la condamnation à mort de Bruno : « Mieux vaut espérer que la saine réaction amorcée dans le public et qui se traduit notamment par le verdict de Beauvais permettra aux français de retrouver la sécurité ».

On peut n'y voir là, agrémentée par la peur des bien pensants des circonscriptions électorales de Robert Hersant ou Dassault que la reprise d'un des thèmes favoris du journal d'Amaury, ou encore le fait que le Parisien Libéré tente de conquérir une clientèle dans cette région précise de l'Oise. D'autant que la grève ne lui a pas laissé une trésorerie brillante. Peine de mort et marketing. La croisade anti-délinquant touche ici au sordide.

Bruno est de Liécourt, dans l'Oise, la ville dont le maire est un ex... (1) nommé Robert Hersant, nouveau directeur du Figaro. Et dans l'éditorial du Journal du Rond Point Jean d'Ormesson retrouve les accents de la Sainte Inquisition : « Nous entrerons dans l'âge des bûchers parce que nous sommes entrés dans l'âge de la licence. Nous entrerons dans l'ère de la violence des individus et des clans parce que nous sommes entrés dans l'ère de la faiblesse des parents et de l'Etat. Nous entrons dans l'âge de la répression parce que nous sommes entrés dans l'âge du terrorisme. Nous entrons dans le temps des boureaux parce que nous sommes entrés dans le temps des assassins ».

Mais quel mal exorciser ?

Les statistiques officielles le montrent, d'année en année le nombre des crimes de sang tend à diminuer : 1.337 en 1971, 1.173 en 72, 984 en 73.

Alors, pourquoi ? Certes il y a la volonté de Michel Poniatowski relayé aujourd'hui par Lecanuet d'agiter l'épouvantail de la sécurité publique pour mieux assurer le quadrillage policier de la France. Les complots internationaux chers à Marcellin ne « passaient plus la rampe » depuis un cer-

tain temps. Tandis que le détrousseur de petite vieille, ça marche encore.

Mais les deux derniers avatars de l'injustice d'état, l'affaire Chapron-Charette et l'affaire Bruno rendent aussi compte de la crise qui traverse les institutions même de l'état et en l'occurrence l'institution judiciaire. D'une part en montrant l'inefficacité de services comme l'inspection du travail (qui a averti à plusieurs reprises Chapron des dangers mortels qu'il faisait courir à ses ouvriers) où l'éducation surveillée dans l'affaire de Bruno.

Mais il avait fallu plusieurs mois pour que le juge Pascal soit dessaisi du dossier de Bruay en Artois, quelques semaines pour que le même juge Pascal ne puisse plus évoquer légalement autre chose que la « fatalité » à propos de la tragédie minière de Liévin. Cette fois-ci c'est en quelques jours, en catastrophe presque, que s'est réunie, avant sa date régulière de tenue la Chambre d'accusation (Cour d'Appel) qui a décidé l'élargissement de Chapron. La crise atteint l'institution judiciaire. Le syndicat de la magistrature, né en Mai 68 regroupe un peu moins de la moitié des magistrats de France. Essentiellement de jeunes magistrats subalternes : substituts et juges d'instructions.

Dès lors, pour faire pièce aux quelques juges courageux qui veulent démasquer l'hypocrisie d'une justice de classe rendue « au nom du peuple français » le pouvoir ne peut jouer que sur la hiérarchie conservatrice installée sur les sièges des Cours d'Appel, et à la majorité silencieuse. Majorité silencieuse de ces 500 cadres que Poniatowski a laissé manifester à loisir dans le Palais de Justice de Béthune.

Majorité silencieuse de ces jury de Cours d'Assises, que le pouvoir prétend juridictions populaires et dont les verdicts s'apparentent au lynch par procuration.

Pour la première fois depuis longtemps, dimanche soir, un ministre, et pas n'importe lequel puisqu'il s'agit du ministre de l'injustice d'état, Lecanuet, réclamait l'application intégrale des condamnations les plus lourdes. Y compris la peine de mort. Encore une coïncidence, pour la première fois aussi, dimanche le gouvernement reconnaît officiellement qu'il y a plus d'un million de chômeurs. La dernière exécution d'un mineur remonte à 1929 : l'année de la grande dépression.

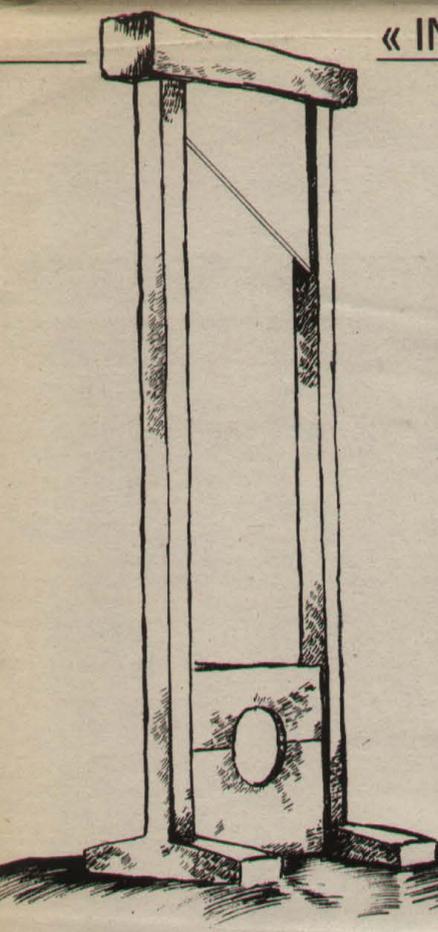
Les assassins sont parmi eux.

M.R.



Guillaume, un des 2.200 morts par an.

# « LE MINISTRE DE LA JUSTICE COMMENCE A PARLER COMME MINUTE ECRIT »



■ Le jugement est celui d'un connaisseur. On le trouve précisément dans l'éditorial de Minute du 8/10/75 page 9.

Un mot d'abord des Assises et de leurs prétendus jurys populaires. Nous ne croyons pas que la justice d'Assises soit une justice populaire, parce qu'elle implique l'existence d'un jury choisi sur les listes de citoyens honorablement connus dans leur mairie.

C'est un tel jury qui condamne, malgré l'absence de preuves Pierre Goldman à la réclusion à perpétuité. Il est vrai que

Pierre Goldman est juif, intellectuel et gauchiste.

Un juré de Cour d'Assises n'a pas besoin de preuves pour asseoir un jugement dont il n'a de compte à rendre à personne. Il lui suffit d'avoir « une intime conviction ».

Les Assises c'est aussi un Président qui est le seul à connaître la loi, qui interroge au nom des jurés l'accusé. Le jury se tait le plus souvent. Certains accusés sont condamnés sans qu'un seul des jurés ait ouvert la bouche. Parodie.

Mais là bas, aux confins du Bassin Parisien, à Beauvais, les jurés ne sont pas restés passifs. A l'unanimité et contre le choix des juges, selon *Le Monde*, ils ont agi. L'avocat avait requis la prison à vie. Bruno était mineur. Il a donc fallu deux votes successifs, à la majorité des deux tiers pour que « l'excuse atténuante de minorité » qui empêchait Bruno d'être condamné à mort soit écartée. Pourquoi? *le Parisien Libéré* renchérit : « Le jury populaire est l'expression de la majorité silencieuse (...). Car la majorité silencieuse en a clairement assez de l'impunité des criminels, de leur remise en liberté systématique, assez des prisons 4 étoiles, assez de tout ce qui crée l'insécurité générale ».

L'Oise est un peu devenu notre

Alabama.

Mais il y en a d'autres qui restent logiques avec eux-mêmes. Le gouvernement français n'est pas intervenu pour sauver les victimes de Franco.

Dimanche soir, à la TV, Lecanuet passe en vedette américaine avant le film d'Ava Gardner. Il explique carrément que les peines pour « crimes odieux » doivent être appliquées sans merci. Autrement dit, du sang à la une.

Quitte à ce que le premier libéral avancé de France, VGF, puisse, magnanime, user de son droit de grâce régalien.

Le droit de grâce remonte aux rois de France. Michel Foucault expliquait récemment encore les raisons de l'horreur et de publicité, en Place de Grève, de l'exécution de Damien, le régicide malchanceux de Louis XV. Le supplice de la roue, public, était indispensable au renforcement du principe de droit divin de la monarchie absolue, un instant altéré par ce crime de lèse majesté.

La dernière exécution publique en France remonte aux années trente.

Installerait-on bientôt la guillotine sur le pavé de Beauvais pour faire expier à des mineurs le crime de lèse-majesté silencieuse ?

M. Rovère

## ON FABRIQUE DES ASSASSINS... ET ON LES TUE : CELA S'APPELLE « L'ORDRE » !

● Les jurés qui ont voté une mort que l'avocat général ne réclamait pas ne sont apparemment pas demandés si le comportement criminel du jeune Bruno n'avait pas quelque chose à voir avec son histoire :

Mis en orphelinat de 3 à 11 ans par une mère restée seule avec ses trois enfants, puis livré à lui-même à partir de 16 ans après une scolarité dite « normale » les années précédentes. Au moment du crime, il est depuis un an dans un « foyer d'action éducative » à Beauvais.

Il y aurait à dire sur cette scolarité « normale » qui, de classe de perfectionnement en classe de transition fabrique, comme à la chaîne, des frustrés, des paumés, des exclus. Sait-on que le département de l'Oise est un « département pilote » pour les retards scolaires, et pour lesquels il n'est d'autre avenir que la surexploitation dans des travaux durs et mal payés ou le chômage ?

Bruno a été jugé à huis clos, parce que mineur lors des faits. Ça ne l'empêchera pas, s'il n'a la chance d'un arrêt de cassation ou d'une grâce d'aller porter sa tête à l'échafaud.

Nous sommes, nous révolutionnaires, encore trop faibles pour qu'il ait eu quelque chance sérieuse de trouver à sa révolte une issue heureuse vers une société plus humaine. Alors il est devenu ce qu'il est : à la fois victime et bourreau, instrument et objet de cette société de violence dont il est aussi le reflet... Et c'est pourquoi elle veut sa mort.

A.R.  
cellule Jeanne Labourbe, Creil (Oise)

A Monsieur le Président de la Cour d'Assises de Paris. 3ème section Palais de Justice, Paris

Paris le 2 octobre 1975

Monsieur le Président,

J'ai été convoquée ce jour pour faire partie du Jury de la 3ème section d'octobre de la Cour d'Assises siégeant à Paris.

Je ne m'y rendrai pas.

Militante de la Ligue communiste révolutionnaire, membre du Syndicat national des Instituteurs, j'ai toujours considéré que mon engagement politique découlait d'une conception globale de cette société dans laquelle la justice, indépendamment des individus qui y participent, avait pour fonction de maintenir la domination d'une classe sur une autre.

Le jury de la Cour d'Assises, cette juridiction frauduleusement appelée « populaire », ne saurait échapper à cette fonction. Ce qu'on nous demande de juger, ce sont les victimes d'une société faite pour les puissants et les riches, qui maintient féroce les inégalités génératrices de « délinquance ». M. Poniatowski n'appelait-il pas récemment à surveiller et réprimer une catégorie d'individus d'où proviendraient principalement

les infractions ? Toutes les statistiques du Ministère de la Justice démontrent à l'évidence de quelles couches sociales il s'agit : des travailleurs français ou immigrés dans l'immense majorité. Ce qu'on me demande ainsi, c'est donc de participer à ce « susauxpauvres » qui est le fil conducteur de toute la politique judiciaire du pouvoir.

En douterait-on encore, que les réactions provoquées par l'inculpation et la mise en détention provisoire d'un PDG présenté comme responsable d'un accident du travail enlèveraient toute illusion. Ce qui est pratique courante pour le délit le plus bénin est aujourd'hui considéré dans tous les cercles bien-pensants comme scandaleux et inadmissible. Bien évidemment cette réaction est plus provoquée par l'origine sociale de l'inculpé que par la présomption d'innocence qui théoriquement s'attache à toute inculpation.

Dans ces conditions, participer à un jury reviendrait à collaborer à une machine dont ni les moyens ni les buts ne coïncident avec les idéaux de justice et d'égalité pour lesquels je combats. Ne pas le dire et accepter passivement le rôle qu'on veut me faire jouer reviendrait à cautionner une justice de classe.

Je n'irai pas.

Mireille MARCH

# APOLITIQUE LUI ?

■ Marc Lagoutte, militant antimilitariste, est en prison. Et cela depuis maintenant trois mois. Présumé innocent puisque non jugé, il attend son procès entre quatre murs de la santé. On l'accuse d'avoir tenté de dérober des documents du Comité de soutien (ex-défense) à l'armée française, afin de mettre au grand jour les us et coutumes de ces messieurs, les origines politiques de ceux-ci et leurs responsables, grands manipulateurs de nobles personnalités, qu'elles soient fascistes, du Tout-Paris\* ou veuves de maréchal. Que Dupuy de Mery et ses petits amis soient des fascistes notoires, nous le savions déjà. Ces petits nazillons se sont découverts eux-mêmes en allant occuper Europe n°1 l'autre nuit. Quelques spécimens de dirigeants fascistes connus paraissent rue François 1<sup>er</sup>, d'autres habillés « Sport » protégeaient l'opération, alors que le reste du groupe, Dupuy en tête, allaient cogner Le Forestier, l'injuriant, utilisant un vocabulaire déjà bien usité rue des Saussaies, quarante ans auparavant.

## qui est Dupuy de Mery ?

Il est né le 8 janvier 1951 dans le 16ème arrondissement. Il vient très tôt à la politique puisqu'il adhère aux scouts d'Europe, organisation fasciste (il est au premier Clan. N° de sa carte : 013643. Son responsable financier pour le clan de Bagnolet est un certain J-F. Santacroce, aujourd'hui responsable du S.O. d'Assas. Malgré ce lourd passé, la presse et ses amis le présenteront comme « apolitique » qui en a ras-le-bol de la « subversion dans l'armée », un apolitique qui pourtant manifestait, semble-t-il, casque sur la tête lors de la manifestation d'Ordre Nouveau le 3 avril 1973. Paris-

Match nous le montrera avec sa fiancée Véronique. C'est dommage pour son standing apolitique ; n'est-ce pas la Véronique en question que l'on trouvait au « Camp de vacances » du Front de la Jeunesse (satellite du PFN)

## quel comité de soutien à l'armée française

Depuis le début de l'opération « Contre-appel des 100 » Dupuy et les siens du PFN n'auront été qués des marionnettes passant de mains en mains. Dans un premier temps, l'opération est décidée par une partie de la Sécurité Militaire aux ordres de Giscard. Le PFN est contacté, deux individus sont pressentis pour lancer le « Contre-appel » (déc. 74) :



**Fougeron**, ex-responsable ULN matraqueur connu à Nice, et **Dupuy**. C'est ce dernier qui est retenu. Le contre-appel est lancé, il ne récoltera que quelques signatures dont celles de militants fascistes bien connus. **A. Benoît, J.-M. Teisseire, Bize, Chagnol, Charlier, Chevalier, Coignard Delage, Dewez, de Lauriston, Legrand, Lecompte, Mercier, Ollivier, Poynard, Varral Wever, Rothery, Toussaint, etc...**

De cet appel naît le CDAF qui deviendra Comité de soutien à l'armée française (CSAF) lorsque des gaullistes « bon ton » décideront de s'y investir afin d'augmenter la récolte des signatures et de créer des comités civils. On y retrouvera encore du beau monde : **Debizet**, responsable national du SAC, **Calmejane**, ex-député UDR de Seine-St-Denis (il appartenait aussi au S.O. du RPF) responsable du syndicat maison SIMCA. Les affiches sont collées par des groupes du SAC — par exemple dans une Simca 1000, 6643 VC 75 — de l'UNI, des CDR, de l'ACUF, de l'Union nationale des parachutistes. Ajoutons à cela la signature de **Chaban-Delmas** aux côtés de **Brigneau, Chauvel, Druon, Remy, Michel de Saint-Pierre, etc...** Lorsque l'on sait la publicité par le Parisien Libéré, on aura bouclé la boucle.

## libérez Marc Lagoutte

Ainsi ce sont les militants les plus actifs de cette belle assemblée qui se retrouveront dans les locaux d'Europe 1. Ces derniers, après avoir « parlementé » avec la direction de la radio, décidaient de se retirer... sous la protection de la police. La police du prince protège les fascistes, la justice de Lecanuet emprisonne ceux qui militent pour la vérité. Voilà maintenant trois mois que Marc est en prison. On lui refuse tout statut politique.

Alors que la justice sait pertinemment que Lagoutte n'a aucune raison de s'enfuir, elle lui refuse aussi la liberté provisoire, alors qu'il est présumé innocent, alors qu'il semblerait que l'instruction n'ait guère avancé Marc est toujours en prévention : deux poids, deux mesures.

Y.

**La 16<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle «jugera» Marc le 21 octobre. En attendant ce jour, écrivez lui, les journées sont longues à la Santé :**

**MARC LAGOUTTE**  
Maison d'Arret de la Santé  
Cellule 57 Division 1  
75014 Paris.

**COMITE DE SOUTIEN A L'ARMEE**  
APPEL A TOUS LES FRANÇAIS

mai 1975

Cher (e) ami (e),

L'agitation dans l'Armée et sa prise en main par les nazillons, qui ne cachent pas leur volonté de la saboter par l'intérieur, tout cela vous inquiète certainement !

Aussi, l'U.N.I. vous invite à participer à un grand mouvement de soutien à l'Armée en signant la pétition ci-jointe - ce qui la fait signer très largement autour de vous, sans hésiter à vous adresser à vos parents, amis, collègues, voisins, concubins....

L'initiative n'en vient pas de l'U.N.I. Mais nous l'avons jugée sinon suffisante, du moins bonne : elle permet, dans un premier temps, de sensibiliser l'opinion et de lui renvoyer comme dans un miroir la preuve qu'elle tient véritablement à son armée, en opposant des pages de signatures à la débauche que les mass media affichent en orchestrant le "malaise". Bien sûr, cette première étape n'est pas tout le remède, mais elle est un préalable nécessaire.

Aussi, nous demandons-nous de nous renvoyer au plus vite cette pétition signée, au siège même de l'U.N.I., rue de Masses, Paris 16ème, qui les centralisera, ce qui a beaucoup plus d'impact. N'hésitez pas à nous en réclamer d'autres exemplaires si besoin ; nous comptons sur vous.

Croyez en nos sentiments les meilleurs.

*Suzanne Gougenheim*  
Suzanne GOUGENHEIM  
Secrétaire Générale

---

**EXPRIMEZ VOTRE SOLIDARITE AUX SOLDATS QUI N'ACCEPTENT PAS LA CHIENLIT EN UNIFORME !**

Vous devez leur montrer qu'ils ne sont pas seuls face aux intimidations et aux violences exercées par les services de sécurité.

TOUTES LES CITOYENNES QUELLES QUE SOIENT LEURS OPINIONS POLITIQUES OU LEUR ENGAGEMENT DE FRANCE, QUI VEULENT SOUTIENIR LE COMITE DE SOUTIEN A L'ARMEE, PEUVENT SIGNER CE FORMULAIRE.

NOM, PRENOM, NOM DE MARIAGE, N° de la carte d'identité, adresse, profession, etc.

NOM	PRENOM	NOM DE MARIAGE	N° de la carte d'identité	ADRESSE	PROFESSION
31	Jean	ROC	334	BOULEVARD 120	



◀ Véronique en ville  
▼ Véronique aux champs



# LERROY BON PRINCE

La semaine dernière, nous avons analysé le chantage de Ponia à la loi anticasseurs comme une pression exercée avant tout sur le Parti Communiste, afin qu'il prenne énergiquement en charge les tâches de discipline au sein du mouvement ouvrier. C'est également l'interprétation de Roland Leroy, directeur de l'Humanité, qui prend la plume dans l'Huma du 3/10 pour signer un éditorial intitulé « Le prince et l'amalgame ».

■ Sur un sujet aussi délicat pour de vieux stalinien, l'article de Leroy a le mérite d'une certaine clarté. Il doit d'abord s'expliquer sur le fait que, bon gré mal gré, son parti ait du prendre la défense de gauchistes du FRAP et de l'ETA. C'est qu'il lui serait difficile de traiter des fusillés comme de simples agents provocateurs. Aussi Leroy affirme-t-il avec force : nous sommes sans réserves avec toutes les victimes antifranquistes de la répression.

Mais si les gauchistes ne sont plus des agents conscients, volontaires, voire payés du pouvoir, ils peuvent toujours en faire le jeu, c'est-à-dire en être les agents objectifs. La preuve « la publicité faite par Ponia aux actes de vandalisme », « les actes de vandalisme de la semaine passée ont fourni l'occasion rêvée à Poniatsky pour menacer d'interdire les manifestations ».

Ainsi Leroy peut résumer à l'intention des propres militants du PCF et du prince-flic lui-même le dernier mot de la politique du parti concernant les gauchistes :

1) « Nous nous sommes prononcés sans équivoque pour le pluralisme des opinions et des expressions. Ce qui signifie que, pour nous, les organisations gauchistes ont

et auront droit à l'existence... ». Ce droit à l'existence, il ne nous a pas été octroyé. Nous l'avons conquis de haute lutte, malgré les agressions contre les vendeurs de journaux et nos cortèges dans les manifestations (rappelons tout de même que le camarade Josuah de Révolution a été tabassé par les militants du PC à Marseille il n'y a pas 10 jours !), et malgré les exclusions bureaucratiques de nos camarades dans les syndicats.

N'empêche que nous prenons acte de ce droit à l'existence qui nous est publiquement reconnu. D'autant plus que ça fera plaisir aux camarades qui, se réclamant d'un communisme anti-bureaucratique sont prisonniers politiques en URSS ou aux camarades tchèques qui eux n'ont toujours pas ce droit élémentaire à l'existence.

2) Mais « le pluralisme des opinions et des expressions, c'est aussi la liberté pour nous de ne pas considérer ces organisations comme des composantes du mouvement ouvrier ». Remarquons tout de suite la restriction : Leroy reconnaît le droit à la pluralité d'opinion, mais il ne souffle mot du droit à l'organisation, du droit à fonder un regroupement ou un parti politique. Ce silence est d'autant plus inquiétant qu'il est



Fotolib

cohérent avec le fond de l'argument puisque Leroy nous nie le droit à nous revendiquer du mouvement ouvrier, il se réserve la possibilité de nous dissoudre un jour en tant que groupe bourgeois... tout en respectant bien sûr la pluralité des opinions. Mais de quel droit un Leroy peut-il décider qui appartient et qui n'appartient pas au mouvement ouvrier. Cette appartenance elle se démontre. Par un programme d'abord : celui de la lutte pour le socialisme, pour la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et pour la socialisation des moyens de production. Par une pratique ensuite : celle de la lutte des classes au sein des entreprises, dans les mouvements internationalistes de solidarité, dans l'organisation antimilitariste des soldats. Sur ces deux points nous avons fait nos preuves.

Mais faisons une dernière fleur à M. Leroy : partons de l'hypothèse qui est la sienne, selon laquelle les révolutionnaires sont étrangers au mouvement ouvrier. Les radicaux de gauche et M. Fabre qui va prendre le thé chez Giscard le lendemain des crimes franquistes ne sont pas seulement étrangers au mouvement ouvrier : ils sont ouvertement bourgeois et contents de l'être. Pour-

tant le Parti Communiste ne répugne pas à signer avec eux des programmes, à présenter des candidats communs... Bien au contraire.

Il y a donc une question à laquelle l'analyse — de circonstance — de Leroy ne répond pas : celle des exclusives. Pourquoi accepter l'unité non seulement d'action, mais aussi de programme, avec ceux qui sont le plus à droite et la refuser à ceux qui sont à gauche, même en admettant qu'ils se trompent par impatience ou inexpérience (ce qui semble être la thèse de Leroy).

Il n'y a qu'une explication qui tienne : c'est que les groupes révolutionnaires font bel et bien partie du mouvement ouvrier, qu'ils y ont conquis droit de cité, et que le Parti Communiste est prêt à reconnaître tout le monde sauf ceux qui viennent contester son monopole dans la classe ouvrière.

Stalinien éclairé, mais stalinien toujours, le camarade Leroy.

Et stalinien encore lorsqu'il laisse entendre à Ponia qu'il a compris son appel et qu'il se charge de l'ordre dans les manifs, en commençant par réprimer le cortège du FRAP et de l'ETA, lundi dernier entre République et Bastille. D.B.

## QUAND BILLOUX ET DUPRAT CONVERSENT SUR L'ESPAGNE

● L'indignation est si grande en France, après les crimes de Franco que la télévision a du, non sans hésitation, projeter lundi dernier le film de Rossif « Mourir à Madrid ». Pour parler du film et de la révolution espagnole, la 1ère chaîne n'avait rien trouvé de mieux que d'inviter trois militants d'extrême droite dont deux fascistes notoires : P. Boutang et Duprat, l'ancien dirigeant d'Ordre Nouveau.

On peut être indigné, mais pas étonné, mais quelle stupéfaction de voir participer à ce débat François Billoux, député communiste. Car il s'agissait bien d'un débat et non d'un combat. Oubliés nos 5 camarades assassinés en Espagne, oubliés les milliers de prisonniers qui crouissent dans les geôles de Franco. Quel spectacle écoeurant de voir Billoux discuter gentiment avec les supporters de

Franco sur « l'ampleur des motivations nationalistes des 200.000 manifestants franquistes à Madrid ». Aucune réaction de sa part lorsque Duprat eut le culot de dire que la guerre civile fut belle parce que des deux côtés on se battait courageusement « pour l'Espagne ». Il n'est pas possible que des milliers de communistes n'aient pas suivi ce colloque avec un sentiment de nausée.

Il paraît que nous ne faisons pas parti du mouvement ouvrier. A chaque réunion unitaire pour l'Espagne, le délégué du PCF refuse de s'asseoir à nos côtés, quitte la salle ou nous fait expulser. Le PCF a toujours refusé le moindre débat télévisé en présence d'un militant révolutionnaire. Hier Billoux a siégé, aux côtés de Duprat. Camarades du PCF, il est temps de réfléchir.

## DE ROCARD EN ROCARD

Après le congrès de Lille du PSU (Tribune Socialiste Juillet 1971) :

« La stratégie réformiste du PC interdit aux révolutionnaires tout accord commun de gouvernement avec lui, toute perspective stratégique commune ».

En 1972 dans une conférence de presse :

« Nous sommes le plus grand parti révolutionnaire d'Europe Occidentale ».

Après le congrès de Toulouse du PSU (Témoignage chrétien mai 1973) :

« Si le PS fait des choix nets pour un socialisme autogestionnaire ; nous saurons tirer les conséquences : on sait être courageux au PSU ».

Après avoir refusé la candidature de Piaget, au moment des élections présidentielles de 1974 (Tribune Socialiste mai 1974) :

« Regardez se mettre en place, dans le calme, dans la dignité, une campagne électorale autour d'un unique candidat d'ores et déjà assuré du soutien de toutes les forces politiques et syndicales qui comptent ».

Avant les Assises du socialisme (Nouvel Observateur septembre 1974) :

« La question révolutionnaire d'aujourd'hui est de savoir comment renverser le régime actuel, étant entendu que les masses d'aujourd'hui sont dans leur grande majorité réformistes ».

Et puis, Rocard a adhéré au PS, et puis il s'est rallié à Mitterrand au moment du congrès Pau (février 1975), et puis il est devenu secrétaire national dimanche dernier.

A quand la présidence ?

# HACUITEX PARLE

Nous avons rencontré le secrétariat de la fédération HACUITEX de la CFDT qui a répondu collectivement à nos questions : 35 h ? Echelle mobile ? Augmentations égales ? Débouché politique aux luttes ? Unité d'action CGT-CFDT ? Libération des femmes ? Armée ? Auto-organisation ? Transition au socialisme ?

La rentrée est caractérisée d'une part par l'aggravation du chômage et de l'inflation, d'autre part par la perte de crédibilité de l'Union de la Gauche. Dans ces conditions, les travailleurs sont-ils condamnés à mener des luttes défensives isolées, entreprise par entreprise et à répondre aux journées nationales d'action, en attendant 1978 ?

La situation que connaissent les travailleurs de nos branches se traduit par : des dépôts de bilan et fermetures d'entreprises, des licenciements collectifs, du chômage partiel important, des cadences en augmentation pour des salaires toujours très bas. Cette situation est aggravée par la politique patronale et gouvernementale, ce qui nécessite pour les travailleurs d'engager des actions dans les entreprises, là où les problèmes se posent. Mais des actions plus larges doivent aussi se développer pour soutenir les luttes d'entreprises et mettre en échec la politique sociale et économique du pouvoir qui est néfaste pour les travailleurs.

Comment posez-vous alors le problème du débouché politique aux luttes ?

Bien sûr il peut avoir lieu à l'occasion d'élections ou de mouvements d'ampleur nationale à l'exemple de Mai 68. La politisation des luttes doit être posée en permanence et non seulement en période pré-électorale. C'était d'ailleurs la position du Congrès de Nantes qui stipulait que dans la phase actuelle de lutte anti-capitaliste : « l'accent principal doit être mis sur les luttes sociales et l'action des masses populaires, sans les opposer à l'éventualité d'un changement électoral du pouvoir politique.

Ne pensez-vous pas que la diminution du temps de travail sans diminution de salaire — les 35 h ou les 36 h par semaine — doit être la revendication prioritaire à l'échelle nationale, face au développement du chômage ?

Dans la plupart de nos branches, les travailleurs font déjà 40 h et souvent moins du fait du chômage. Mais il se pose le rattrapage et l'augmentation des salaires pour compenser cette diminution d'horaire et le chômage. Ceci dit, la branche des textiles artificiels et synthétique revendique 36 h sans diminution de salaire avec 10 % d'embauche pour compenser et ainsi éviter que le travail, surtout administratif de 40 h soit effectué en 36.

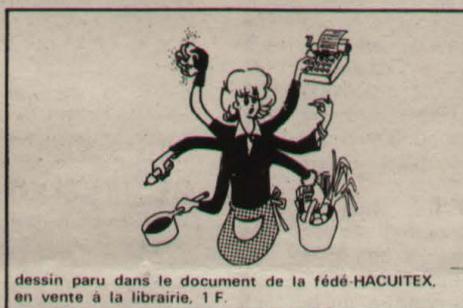
Quelle est votre position sur l'échelle mobile des salaires et les augmentations égales pour tous ?

Nous ne revendiquons pas l'échelle mobile mais une augmentation fixe pour tous, 250 ou 300 F couvrant le pouvoir d'achat, sa progression et le rattrapage de nos professions. Mais l'indexation des salaires sur les prix de l'indice INSEE sont introduits dans les accords conventionnels. Nous

sommes donc dans l'indexation et les travailleurs la considèrent comme un dû incomplet. Ils n'apprécient l'augmentation qu'à partir de ce qui est obtenu au-delà de l'indexation. Dans ce cadre circonstanciel, le budget INSEE étant calculé sur 4.000 F, nous revendiquons que l'indexation de 2 % soit calculée sur ce budget : ce qui donne 80 F pour tous plus le rattrapage des bas salaires et l'augmentation du pouvoir d'achat.

Les femmes sont les premières victimes du chômage, particulièrement dans le textile. Surexploitées, elles sont aussi victimes d'une oppression spécifique. Comment votre fédération aborde-t-elle ce problème ? Etes-vous favorable à l'existence de commissions femmes syndicales ?

Il y a de nombreuses femmes dans nos industries et depuis longtemps, nous essayons de prendre en charge leurs problèmes. La position de notre congrès est très claire : surexploitation des travailleuses, nécessité d'améliorer les conditions de travail et de vie, mais également changement de comportement dans les couples, la famille et la société. La lutte pour la libération des femmes fait partie intégrante de la lutte pour le socialisme. A ce sujet nous avons publié un document de vulgarisation de masse « Etre femme et travailleuse en 1975 ».



dessin paru dans le document de la féd. HACUITEX, en vente à la librairie, 1 F.

Dans nos branches, la mise en place de commissions de travailleuses ne se pose pas. Ce n'est pas une règle générale, le problème peut se poser dans d'autres professions ou secteurs.

Quelle est votre position sur l'unité d'action avec la CGT ? Quel bilan tirez-vous de l'accord interconfédéral du 26 juin 1974 ?

L'unité d'action avec la CGT est un moyen important pour l'efficacité des luttes, elle répond à une aspiration profonde des travailleurs. Elle doit se développer à tous les niveaux dans la clarté et la confrontation sous le contrôle des travailleurs. L'accord interconfédéral du 26 juin 1974 a été conclu d'une manière prématurée, sans consultation ni débat dans la CFDT. S'il contient des aspects positifs, sur les méthodes d'action, c'est un

alignement sur les positions de la CGT. Sur ce point, il contredit partiellement le Congrès de Nantes et la lutte des LIP.

Au 36<sup>e</sup> Congrès confédéral, votre fédération n'avait pas une position arrêtée sur le problème de l'auto-organisation des travailleurs en lutte (Assemblée générale souveraine, comité de grève élu...). Comment posez-vous ce problème aujourd'hui, c'est-à-dire comment voyez-vous les rapports entre syndicat, assemblée des grévistes et comité de grève ?

Vous avez une formule magique : « le comité de grève ». C'est beaucoup moins formel que cela dans la pratique. Dans les conflits, des adhérents, même des non syndiqués participent à la conduite du conflit : des assemblées générales ont lieu où il y a des débats et des décisions collectives. De Coframaille à la CIP, c'est souvent ce qui se passe, cela permet une meilleure démocratie ouvrière et une plus grande mobilisation de l'ensemble des travailleurs dans l'action, mais le syndicat assure toute sa responsabilité et se renforce dans la lutte collective.

Dans votre document sur les rapports parti-syndicat, vous vous prononcez pour le développement de conseils ouvriers lors de situation révolutionnaire. Estimez-vous que le Portugal confirme votre orientation ? Bien souvent dans la CFDT, quand on parle de transition au socialisme, on envisage par là le passage progressif d'une société bourgeoise à une société socialiste avec une « transformation » progressive de l'Etat. Comment vous situez-vous par rapport à cette position ?

Le Portugal démontre l'importance des conseils ouvriers d'usines et populaires dans les quartiers dans une période de transformation révolutionnaire. La période de transition, construction du socialisme autogestionnaire, commence lorsque les pouvoirs politique, d'Etat, économique sont conquis par la classe ouvrière et que celle-ci impose sa volonté à la bourgeoisie dans tous les domaines : politique, économique, idéologique, social et culturel, à tous les niveaux. La période de transition ne pourra donc se déterminer qu'en fonction du contexte général et du rapport de force de la classe ouvrière.

Pour nous, le passage à la société de transition au socialisme suppose la destruction de l'Etat bourgeois et en particulier de son appareil répressif, d'où l'importance comme l'ont montré le Chili et aujourd'hui le Portugal, d'un travail au sein de l'armée bourgeoise visant à détacher les travailleurs sous l'uniforme, de l'emprise de la hiérarchie militaire. Etes-vous favorables à un syndicat unitaire des travailleurs sous l'uniforme, lié aux syndicats ouvriers ?

Au risque de vous décevoir, le problème de l'armée est peu abordé dans nos syndicats et de ce fait peu pris en charge.

Sur le principe, nous sommes pour une forme d'organisation d'appelés mais d'abord pour une « liaison » plus active entre les syndicats CFDT et les appelés afin que le problème de l'armée soit pris en charge par les militants, adhérents à la CFDT et toute la classe ouvrière. Il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine.





la manifestation du 25 septembre sur l'autoroute.

## ON VEND

semaines, l'idée était dans l'air : « On nous licencie. Mais le matériel, c'est nous qui l'avons fabriqué. Il est à nous. C'est normal qu'on s'en serve pour les besoins de la lutte. » Dans toutes les discussions, revenaient des références à la grève de Lip : « Bien sûr, des radias et des montres, c'est différent. Mais, si on essayait de faire comme eux... »

C'est maintenant chose faite : une commission-vente a été mise en place. Les équipes de chargement du magasin ne se sont pas inscrites sur

les tours de garde et restent disponibles pour charger les clients. Les ventes se font à l'ancien prix, moins la TVA, ce qui fait une réduction de 30 à 34%.

A Dammarie, malgré quelques réticences de certains militants du PCF, la vente des radiateurs a été adoptée dans l'enthousiasme (A Aulnay, la même proposition a été combattue par la direction de la CGT comme une idée « gauchiste-aventuriste », et elle a été jusqu'ici repoussée). Pour l'instant les ventes ont été faites seulement aux employés. Elles

ont déjà rapporté 600.000 F. Elles vont maintenant être faites pour l'extérieur.

## Une lutte de longue haleine

La grève est maintenant partie pour durer. C'est l'avis général. Pour qu'elle aboutisse, une des conditions c'est le soutien unitaire sans exclusive de toutes les organisations politiques. Maryvonne Pouveau, maire PCF de Dammarie, a jugé bon lors d'un conseil municipal extraordinaire de lancer un appel aux travailleurs d'Idéal pour qu'ils déjouent « l'action des provocateurs d'extrême-droite qui font le jeu du gouvernement ». De telles attaques anti-gauchistes ne peuvent aboutir qu'à créer la division, sans faire avancer la lutte d'un millimètre. Elles ne sont d'ailleurs pas reprises par les travailleurs de l'entreprise, y compris les militants du PCF.

Il s'agit à présent de discuter des perspectives : à Dammarie, la journée « portes ouvertes » du 26 s'annonce comme une étape importante. Au niveau du trust, il faudra renforcer la liaison avec l'usine Idéal d'Aulnay qui vient d'être occupée depuis ce matin lundi. Enfin, à plus long terme l'idée d'une journée des luttes sur l'emploi dans la région de Melun est à discuter (en particulier avec l'usine Sovirel, qui est également occupée).

Le 6 octobre  
Correspondant Dammarie

**SI VOUS VOULEZ ACHETER  
DES RADIATEURS  
adresser tout courrier à la commission-vente  
Idéal-Standard  
Rue des frères Thibaud  
Dammarie-les-lys (Seine-et-Marne)  
On paie comptant**

## FOUGERES LA COLERE

Deux heures d'affrontement, les grenades d'un côté, les pierres de l'autre. C'est une véritable explosion de colère ouvrière qu'a connue Fougères le 30 septembre. Deux camarades ont été sérieusement esquintés par les flics : l'une a été blessée au visage ; l'autre, rendue infirme à vie par la police, a perdu un œil. Toutes deux en chômage, elles étaient venues défendre leur droit à l'emploi, crier leur refus de voir tous les travailleurs d'une région perdre, les uns après les autres, tout espoir de trouver du travail. Elles ont 19 et 17 ans.

cercueil symbolique brûlant devant la sous-préfecture le 30 septembre. « Fougères ne veut pas mourir ! »



■ L'histoire de Fougères c'est celle d'une lente asphyxie liée à la crise de l'industrie de la chaussure : en 75 ans, les effectifs salariés sont passés dans ce secteur de 11.000 à 3.000. Il y a aujourd'hui 1200 chômeurs sur 27.000 habitants. Si les patrons de la chaussure appliquent les licenciements prévus, ce chiffre va bientôt tripler !

Devant cette situation catastrophique, la mobilisation s'est développée : ce furent d'abord deux manifestations appelées par le Front Syndical (FO, CGT, CFDT, CFTC), qui restèrent assez traine-savates. Puis, le 30 septembre, c'est une nouvelle manif, le jour des négociations prévues avec patronat et pouvoirs publics à Paris, négociations plusieurs fois reportées. Là, le ton a changé : 3000 personnes sont descendues dans la rue, le cortège est déterminé. Des mots d'ordre gauches sont largement repris : « les patrons licencient; licencions les patrons », « Une seule solution : le pouvoir aux travailleurs ». Quand la manif arrive devant la mairie, on apprend la nouvelle : les négociations sont une nouvelle fois reportées ! La réaction des manifestants ne se fait pas attendre : « plus de négociation, de l'action », « occupation » !

Les gardes mobiles sont venus nombreux, équipés pour la circonstance. Sans sommations, ils envoient à tir tendu une pluie de grenades lacrimogènes dans la foule.

Les travailleurs les canardent à coups de pierres. La manif tourne à l'affrontement généralisé.

Dès le lendemain une nouvelle manif de riposte a été organisée : 3000 personnes sont redescendues dans la rue pour dénoncer les violences policières, et affirmer leur solidarité avec les camarades blessés. Au cours de cette manif, le PCF a distribué un tract crapuleux rendant responsables des violences de la veille... les militants locaux de la LCR ! Accusation pour le moins maladroite, qui fut fort mal prise par les travailleurs et les autres organisations ouvrières : tout le monde sait bien à Fougères que les bagarres, les bris de carreaux, etc... ont été le fait non d'une quelconque « minorité agissante », mais au contraire d'une majorité d'ouvriers, à commencer par les militants syndicaux qui étaient souvent les plus résolus.

La détermination des travailleurs face à la bourgeoisie, leur volonté de prendre leurs affaires en main, y compris - si besoin est - en affrontant physiquement les forces de police, tout cela met le PCF mal à l'aise. Les révolutionnaires y voient au contraire la marque d'une volonté de lutte grandissante contre le chômage et les licenciements. A Fougères, les travailleurs l'ont crié : « ce n'est qu'un début, continuons le combat... ».

Fougères, le 6 Octobre  
Correspondant

## RHONE-POULENC

36 H. ? OUI  
MAIS PAYEES 40

Dans l'usine de Pont-de-Claix, la mobilisation continue contre les amputations de salaires dues au chômage partiel : la grève continue à l'Electrolyse ; une manif a eu lieu dans l'usine sur le centre administratif . Rouge a interviewé un camarade de l'entreprise.

**Le 22 septembre, la direction de Rhône-Poulenc a décidé de mettre l'ensemble de ses usines en chômage partiel à 36 heures. Pourquoi cette décision à ton avis ?**

Pour elle, c'est d'abord une bonne opération financière. En 74, Rhône-Poulenc avait fait de très gros bénéfices et s'est lancé dans une série d'investissements. En 75, avec la crise, il y a eu des baisses dans la production et les ventes. Elle n'a pas obtenu les résultats qu'elle escomptait. Alors, en bonne logique patronale, elle a décidé de se rattraper en piquant sur les salaires.

**Mais qu'est-ce que cette mesure lui rapporte ?**

C'est simple : jusqu'en décembre, elle prévoit de mettre ses salariés 7 jours en chômage. Pendant ces 7 jours, elle économisera la moitié des salaires ouvriers, ainsi que les prestations à la sécurité sociale qu'elle n'aura pas à verser.

**Et ça se chiffre à combien ?**

Avec ce système appliqué à 90.000 ouvriers : à peu près 5 milliards ! C'est Renaud Gillet, le PDG, qui a dit lui-même combien ça lui ferait économiser... Il faut d'ailleurs ajouter à cela l'argent que lui donne le gouvernement pour favoriser « la relance »...

**Quelles ont été les premières**

**réactions dans l'usine au chômage partiel ?**

Il faut bien voir que la perte salariale est assez petite. Avant, on travaillait 40 heures. Maintenant on est descendu à 36 heures : Rhône-Poulenc en paye 38, et les Assedic versent un complément. En fin de compte ça représente de 2 à 5 % en moins sur le salaire mensuel. Beaucoup de gars se sont dit au début : on travaille 4 heures de moins par semaine, et on ne perd pas énormément d'argent. Ce n'est pas bien grave...

**Comment ont été axées les explications syndicales ?**

D'abord il fallait répondre à l'intox et au chantage à la crise : les travailleurs n'ont pas à faire les frais des problèmes financiers du patronat. Ce n'est pas leur affaire. Il fallait aussi montrer quelle était la manœuvre de la direction : pousser la production (dans la chimie, c'est très facile), stocker. Et puis, pendant les périodes de chômage partiel, écouler les stocks. Ce qui voulait dire : arrêter de produire, mais continuer de vendre en faisant bosser les journaliers (ceux qui font le stockage et la vente). Les gars ont très vite compris ce qu'il y avait derrière. Enfin, on a mis l'accent aussi sur l'inflation : alors que les prix augmentent sans cesse, les salaires devraient suivre. Au lieu de ça, chez Rhône-Poulenc, les salaires diminuent ; ça veut dire que le pouvoir d'achat recule...

**Les syndicats à Pont-de-Claix sont d'accord pour avancer comme mot d'ordre central : les 36 heures payées 40. Comment expliques-tu cette revendication ?**

C'est assez facile : depuis 36 on lutte pour les 40 heures. Aujourd'hui, avec le progrès technique, il est possible de descendre beaucoup plus bas. Et puis Rhône-Poulenc, même cette année, a fait assez de bénéfices : il a largement les moyens de payer.

**Mais ce mot d'ordre a-t-il tout de suite été adopté par le personnel ?**

En fait il faut distinguer deux temps : avant le chômage partiel, on avançait déjà depuis longtemps la 5ème équipe pour les postés, ce qui équivalait à une baisse d'horaire importante. Chez les postés, c'était évidemment très bien compris ; mais à l'échelle de l'usine, avancer les 36 heures (ce qui supposait en même temps développer l'embauche qui était réduite) c'était loin d'être évident pour tout le personnel.

Après le chômage partiel, les 36 heures sont devenues une réponse logique. On pourrait presque dire que c'est le patron lui-même qui a lancé l'idée le premier. Les gars on dit : Rhône-Poulenc nous met en 36 heures. O.K., nous on accepte. Mais on veut être payés 40, et définitivement !

L'idée des 36 heures est très bien passée. La discussion n'a pas tellement porté là-dessus. La difficulté c'était plutôt les formes de lutte.

**Pourquoi ?**

La combativité était assez inégale selon les ateliers. La tâche était donc de s'appuyer sur les « secteurs-locomotives » en cherchant à toucher le plus possible de monde. C'est pour ça qu'il y a eu d'abord une série d'assemblées du personnel dans les secteurs les plus chauds. Et puis des grèves se sont succédées qui ont abouti à un véritable coulage de la production. Dans la même semaine, il y a eu une véritable cascade de débrayages : ce sont d'abord certains ateliers du PBU qui sont partis. Résultat : la production bloquée ; 30 camions qui attendaient pour charger ! Puis, en milieu de semaine, ça a été le tour d'un autre atelier de PBU : la production est donc restée toujours arrêtée. Et vers la fin de la semaine, quand PBU a cessé le mouvement, c'est l'Electrolyse qui est partie. Or l'Electrolyse fabrique du chlore pour PBU : comme PBU n'en recevait plus, impossible de tourner !

On comprend que la direction se soit affolée. Mais ça a même continué le week-end : quand l'Electrolyse a arrêté sa grève, le laboratoire (qui devait travailler le samedi et le dimanche) a refusé de faire les analyses : pas d'analyses, donc pas d'electrolyse possible !...

La production en a pris un coup.

**Ce coulage de la production, il s'est fait aussi parce que des travailleurs ont refusé d'effectuer des services qui étaient assurés « en temps normal » ?**

Oui, ça s'est passé surtout au niveau de l'entretien et des laboratoires.

Aux laboratoires pendant la grève de l'Electrolyse, ils ont refusé d'assurer la permanence du samedi et du dimanche, sauf s'ils étaient payés en heures supplémentaires extraordinaires (ils demandaient un chiffre énorme : 300 %, je crois). Ça revenait à dire à la direction : vous réduisez nos horaires et nos salaires. Et bien nous, nous refusons de mettre les pieds dans l'usine le samedi et le dimanche.

A l'entretien, il s'est passé la même chose avec l'astreinte. Pour un travailleur de l'entretien l'astreinte ça veut dire qu'il peut être appelé à n'importe quel moment chez lui pour effectuer des dépannages à l'usine. Théoriquement l'astreinte est une obligation qui figure dans les conventions collectives. Mais les gars de l'entretien ont signé une pétition disant qu'ils refuseraient désormais tout dépassement d'horaire et qu'ils n'accepteraient plus l'astreinte. Qu'on ne vienne pas dire que c'est illégal : c'est au moins aussi illégal pour la direction de piquer sur notre paye en nous mettant à 36 heures que pour ceux de l'entretien de refuser l'astreinte.

**Comment réagit la direction ?**

Ils commencent à brandir des menaces de lock-out. Mais les syndicats ont déjà fait savoir que si elle lock-outait, ce serait l'occupation de l'usine.

Le 4 octobre.

**RECTIFICATIF**

L'article paru dans Rouge la semaine dernière sur Rhône-Poulenc (p. 18) a été rendu difficilement compréhensible par une coquille : 3 lignes de texte qui auraient dû se trouver au bas de la deuxième colonne ont sauté et se sont retrouvées à la deuxième, troisième et quatrième ligne de cette même colonne. Il est encore possible de prendre un stylo et de rectifier...

## PAS DE PYROLENE POUR L'ESPAGNE

● Un camion de pyrolène pour l'Espagne ! La nouvelle a vite fait le tour de l'usine lundi matin. Réaction unanime : pas question de s'en occuper.

Les sections CGT et CFDT de Rhône-Poulenc Pont-de-Claix adressent aussitôt une lettre à la direction, où elles déclarent : « dans le cadre de la campagne nationale menée par la CGT et la CFDT pour boycotter la dictature franquiste, nos sections syndicales appellent les travailleurs du labo Pyrolène à refuser toute analyse des produits en partance pour l'Espagne et posent un préavis de grève ce jour à partir de 10 h 30 ».

Ainsi les travailleurs du laboratoire refusèrent catégoriquement de faire l'analyse du camion. Devant ce refus, la direction essaya d'abord de faire effectuer l'analyse par des ingénieurs. Ils s'en montrèrent tout à fait incapables. Soucieuse de ne pas indisposer ses clients espagnols, elle décida alors de faire partir le camion sans qu'ait été faite la moindre analyse, ce qui est une pratique tout à fait dangereuse.

Le personnel de tous les labos a massivement signé une pétition soutenant cette initiative.

Grenoble, le 6 octobre

# POINTS CHAUDS



## SEMAINE D'ACTION SUR L'EMPLOI AU CENTRE FPA DE CHAMPS/MARNE

Nous avons rendu compte dans Rouge n° 306 du 27 juin dernier de la création d'une intersyndicale CGT-CFDT des stagiaires FPA de Champs-sur-Marne. Les deux sections CGT et CFDT maintiennent leur fonctionnement unitaire, toutes les interventions syndicales sur le centre se font par l'Intersyndicale. L'unité a payé, la syndicalisation n'a cessé de se développer.

Rappelons nos revendications : modification du régime de sécurité sociale (actuellement notre indemnité en cas d'accident du travail est de 1,56 F l'heure !) — reconnaissance effective du diplôme FPA dans les entreprises — droit automatique aux ASSÉDIC en cas de chômage après le stage — droit au travail dans la nouvelle spécialité en sortie de stage pour les travailleurs immigrés — droit d'expression et droit syndical.

Le problème majeur pour nous est bien entendu celui de l'emploi. D'après les statistiques officielles, 25 % seulement des stagiaires trouvent un emploi à la sortie du centre dans leur qualification ! Comme l'armée, dans cette période de chômage aigu, la FPA sert surtout à faire passer le chômage apparent.

C'est pour dénoncer cela et faire valoir nos revendications que nous avons organisé du 29 septembre au 4 octobre une semaine d'action sur l'emploi : meetings, délégations à l'AFPA, participation très dynamique à la manifestation interconfédérale du 4 octobre à Paris.

Le bilan est positif. Malgré les handicaps (illégalité du syndicat, idéologie de la formation-promotion-charité, manque d'expérience syndicale de nombreux stagiaires), la semaine d'action fut un succès, l'intersyndicale et son audience s'en sont trouvés renforcés.

Nos perspectives : continuer à prendre contact avec les autres centres et dès maintenant mettre sur pied une coordination des centres de la région parisienne. Il nous faut également populariser notre lutte. Nous étions à la Fête de l'Huma. Nous serons à celle de Rouge.



## FOYERS SONACOTRA EN GREVE. CASERNES OU PRISONS ?

Plus de 30 foyers SONACOTRA de la région parisienne font la grève des loyers. Ces foyers soi-disant « sans but lucratif » exploitent les travailleurs immigrés qui y logent. Une chambre de 6m<sup>2</sup> coûte jusqu'à 350 F par mois et il n'y a même pas la place pour un lavabo. Dans les foyers une douche pour 10, les draps changés une fois par mois, les couvertures et les housses de matelas jamais lavées, pas de cantine, pas de droit de visite (ni garçons, ni filles, ni parents !) et bien entendu aucune liberté d'expression politique.

Les travailleurs immigrés déjà surexploités dans les usines où ils font les boulots les plus dégueulasses et les



## REPRESSION

Un militant de la CFDT du centre FPA de Champs/ Marne, Patrice Legros, a été arrêté lors de la manif anti-franquiste du samedi 27 septembre. Il a été inculpé en vertu de la loi anticasseurs d'avoir mis le feu à une moto de flic. Ce qu'il nie fermement !

Il a écopé de 10 mois de prison, dont trois ferme. Il a fait appel. L'intersyndical du centre le soutient ainsi que l'UL-CFDT de Chelles. Il faut le sortir de prison. Solidarité !



Fotolib

plus mal payés, doivent engraisser l'Etat qui, indirectement, contrôle la SONACOTRA. A vrai dire, ils n'ont pas le choix, c'est le foyer ou rien. Le reste est ou bien trop cher ou interdit à ceux qui n'ont pas la peau blanche et ne parlent pas correctement le français.

Le gouvernement et les patrons, conscients de l'intérêt qu'ils ont d'isoler les travailleurs immigrés des travailleurs français ont organisé ces véritables ghettos que sont les foyers SONACOTRA. Certains de

manière caricaturale, sont entourés de barbelés. Les foyers ont leurs garde-chiourme, des gardiens qui parlent l'arabe à la perfection pour l'avoir appris pour nombre d'entre eux aux cours du soir de Massu pendant la guerre coloniale.

La lutte engagée par les immigrés est celle de tous les travailleurs. Pour dire non aux foyers-prisons de l'Etat, pour la diminution des loyers, pour la suppression du règlement intérieur ; pour le droit de visite et la liberté d'expression.

## LES ELECTIONS A SIMCA-POISSY

Le dernier congrès de la CFT a vu la confirmation de la victoire d'Auguste Blanc, du syndicat-CFT de l'automobile sur Simakis, ancien secrétaire général. La bataille fut l'occasion d'un déballage de linge sale. On a pu assister au spectacle réjouissant de Simakis dénonçant les liens de Blanc avec le patronat : « Les grands syndicats indépendants de l'automobile dépendent en fait du patronat. L'adhésion des travailleurs y est obligatoire ». Pendant qu'Yvon Cohen responsable du service d'ordre, déclarait que « la victoire de Blanc, c'est la généralisation des milices patronales ! »

Les méthodes du « syndicat » CFT de l'automobile sont parfaitement « exemplaires » à Simca-Poissy. Les précédentes élections avaient été annulées.

Parmi les multiples fraudes constatées, les tribunaux avaient relevé que le nombre des votants était supérieur au nombre des inscrits. Mais en fait la terreur exercée par la CFT est quotidienne. La répression, la corruption, le chantage, l'attaque à main armée sont monnaie journalière. Sur 98 candidats CGT depuis 1958, dans les

douze mois qui ont suivi leur candidature : 18 ont été licenciés, 39 ont démissionné « volontairement », 11 ont quitté l'entreprise ; ainsi 30 délégués-CGT seulement ont pu terminer leur mandat en 17 ans.

Grâce à la campagne menée par la CGT, les élections des 9 et 10 octobre seront peut-être un peu moins truquées que d'habitude. Malgré les refus successifs de Durafour, une mission du ministère du travail est chargée de surveiller la préparation des élections, les listes d'inscriptions seront vérifiées. Mais c'est loin d'être suffisant pour empêcher les manœuvres de la CFT, pour détruire le climat de peur qui règne à Poissy. Comme d'habitude, des « primes » sont promises aux travailleurs pour qu'ils votent bien, des enveloppes toutes préparées seront données aux travailleurs immigrés, la CFT se retrouvera seule dans plusieurs bureaux de vote. Mais peut-être cette année n'y aura-t-il pas la « panne » d'électricité providentielle qui avait permis à la CFT de se trouver seule avec les urnes au moment de la clôture du scrutin.



Sipa Franco

# L'EPREUVE DE

■ Avec une obstination de forcené, le régime franquiste s'enfoncé dans la répression. Le tournant engagé cet été avec l'adoption du décret-loi contre le terrorisme, puis les 11 condamnations à mort et l'exécution des 5 militants du FRAP et de l'ETA, n'est pas une simple recrudescence de la répression telle qu'y a eu régulièrement recours la dictature franquiste. C'est un tournant politique brutal qui répond à l'isolement croissant du régime et le choix de plus en plus clair de la bourgeoisie espagnole elle-même en faveur d'une relève rapide. Jusqu'à présent la longévité de la dictature s'expliquait essentiellement par sa capacité à défendre les intérêts essentiels de la bourgeoisie. Aujourd'hui, le fait que la bourgeoisie elle-même cherche à prendre ses distances tout en restant incapable d'une initiative sérieuse pousse le régime dans un forçage d'autant plus dangereux que sa survie en est directement l'enjeu.

## Plaza de Oriente

La dictature a cru pouvoir retourner la situation d'isolement international où elle se trouve et qui rappelle celle qu'elle a connue au sortir de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale en l'exploitant comme alors dans une vaste opération d'adhésion au régime. Mais les quelques 200.000 personnes mobilisées le 1<sup>er</sup> octobre sur la Plaza de Oriente à Madrid n'ont guère pu dissimuler l'isolement qui frappe également le régime sur le plan intérieur. S'il peut encore mobiliser, au prix d'une opération politique et financière démesurée, certaines catégories sociales qui lui étaient traditionnellement acquises et pour lesquelles l'essor de la révolution portugaise est un

repoussoir, le régime franquiste ne peut pas camoufler qu'il a perdu non seulement l'appui de secteurs essentiels de l'Eglise et le soutien unanime de l'armée, mais encore toute base sociale consistante. Combien peut peser cette foule de 200.000 personnes, policiers de toutes catégories, fonctionnaires plus ou moins requis d'office et petits paysans acheminés parfois de plusieurs centaines de kilomètres à la ronde face aux 300.000 grévistes qui ont paralysé le Pays basque les 29 et 30 septembre ?

## Deuil national

La grève qui a répondu en Euskadi à l'assassinat des 5 militants révolutionnaires a largement dépassé par son ampleur les grèves générales précédentes. Elle a pris la dimension d'un véritable deuil national. Toutes les catégories sociales, toutes les couches populaires ont été entraînées dans le mouvement : ouvriers, employés, petits commerçants, pêcheurs... il n'est guère que les laitiers qui n'aient pas fait grève en ces journées. Des dizaines de manifestations de plusieurs milliers de personnes se sont heurtées à la police et deux personnes ont été blessées par balle : 6000 manifestants à San Sebastian dès le vendredi soir, 2500 le samedi à Azpeitia et 3000 le lundi, 1000 à Zaurauz dimanche et lundi, 500 à Onate, 1000 à Eibar, 3000 à Tolosa, et 1000 à Hernani le dimanche, 3000 à Mondragon le samedi, 6000 le dimanche et 2000 encore le lundi 29...

Pour la 6<sup>e</sup> fois en moins de 9 mois, la province basque de Guipuzcoa, où vivaient « Txiki » et Otaegui, s'est trouvée totalement paralysée par une grève exemplaire. Mais, à cette occasion, la mobilisation a également pris une ampleur nouvelle en

## Au nom de la démocratie...

● L'isolement du régime franquiste sur la scène internationale au lendemain des cinq exécutions a pris des dimensions assez étonnantes. Les gouvernements bourgeois européens ont réagi avec une vigueur dépassant largement celle dont ils avaient fait montre lors des procès de Burgos en décembre 70. La décision récente de suspension des négociations entre l'Espagne et la CEE confirme qu'au delà de la nécessité où se trouvait la bourgeoisie de faire bonne figure face à la réaction de masse provoquée par les exécutions dans le prolétariat européen, elle cherche à peser directement sur l'évolution du régime franquiste. C'est la même attitude qui, à l'inverse, l'a conduite à apporter, toujours au nom de la démocratie, un appui économique immédiat au nouveau gouvernement portugais, mieux à même que ses prédécesseurs, pense-t-elle, de défendre ses intérêts.

Qu'elle opte pour une passation immédiate des rênes du pouvoir à Juan Carlos, solution sur laquelle misent encore tant la bourgeoisie française qu'américaine, ou pour une évolution plus radicale vers une démocratie parlementaire classique, comme le souhaitent les gouvernements européens à dominante social-démocrate, la bourgeoisie internationale est aujourd'hui unanime à considérer que le maintien de la dictature franquiste devient un obstacle de plus en plus sérieux à la possibilité d'une évolution contrôlée vers un régime démocratique bourgeois stable. Provisoirement rassurée par l'accalmie, pourtant précaire et relative, dont elle bénéficie au Portugal avec la mise en place du VI<sup>e</sup> gouvernement, elle s'alarme de la folle politique du régime franquiste qui menace de mettre le feu aux poudres de toute la péninsule ibérique.

De ce point de vue, la signature de l'accord entérinant le maintien des bases militaires américaines en Espagne ne doit pas être interprété comme un appui direct de l'impérialisme US à la politique actuelle de la dictature franquiste. Certes, de part et d'autre, des concessions ont été faites. Le régime franquiste, conscient de l'importance stratégique de ces bases dans le dispositif militaire de l'impérialisme américain considérablement affaibli dans cette région par la perte de contrôle direct sur le Portugal et les Açores, entendait faire payer au prix fort le renouvellement des accords. En fait, il a dû sérieusement abaisser la mise, diminuer de moitié ses prétentions financières, renoncer à élever l'accord au rang de traité, ce qui exigeait l'engagement du congrès américain, et renoncer à exiger son intégration directe à l'OTAN. En contre-partie, les USA sont convenus d'une réduction partielle de leurs effectifs militaires stationnés en Espagne et ont observé un silence obligeant lors des derniers événements

## HATER LA CHUTE DE LA

■ Franco a osé perpétrer cinq assassinats. Il a tué cinq de nos camarades, cinq militants qui œuvraient à la destruction de ce régime fasciste. Lâché par la majorité des bourgeoisies européennes, lâché par ceux-là mêmes qui, au cours de la guerre civile et tout au long de son régime, furent ses plus farouches combattants et alliés, lâché par la plus haute instance de l'Eglise catholique, lâché aussi par le clergé espagnol et sa hiérarchie, Franco ressoude ses rangs dans le sang de la répression.

Ce régime moribond fait feu de toutes pièces. Ses policiers, ses Guerilleros de Christo Rey, sa Garde civile, son armée, sa justice, se pressent, tous les membres de l'édifice de la dictature militaro-policière passent à l'offensive.

Les corps de nos camarades n'étaient pas encore tombés au pied des poteaux d'exécution que déjà Franco et ses sbires préparaient de nouveaux crimes.

Tout doit être fait pour sauver du bourreau les prochains condamnés, tout doit être fait pour hâter la chute de ce régime de terreur, tout doit être fait pour faire des Pyrénées une barrière anti-fasciste infranchissable, pour dénoncer la « timidité » et la « non ingérence » de Giscard-Ponia.

La lutte des travailleurs, des anti-franquistes espagnols, basques, catalans doit trouver un écho dans la solidarité de la classe ouvrière européenne, dans le soutien international de tous les peuples.

En France, le soutien aux anti-franquistes doit être présent dans

# FORCE

Bizcaya, en Alava et en Navarre, peu touchée jusqu'alors.

## l'épreuve de force

Pourtant, dans le reste de l'Etat espagnol, les actions de solidarité sont restées peu nombreuses malgré des débrayages significatifs dans certaines grandes entreprises notamment à Madrid à Barcelone. C'est certes le reflet d'un niveau inégal de combativité des masses entre Euskadi et le reste de l'Etat espagnol. Mais c'est surtout le résultat du refus catégorique du PCE et du PSOE d'engager une épreuve de force centrale capable d'abattre la dictature. Et, en dehors d'Euskadi, l'extrême-gauche, profondément divisée, pèse d'un poids trop faible par rapport au PCE pour pouvoir débloquer la situation par sa seule initiative comme elle l'avait fait le 11 décembre dernier au Pays Basque.

Par ce nouveau refus de lancer un assaut généralisé contre la dictature, les organisations réformistes, empêtrées dans leur politique de collaboration de classe au sein de la « Junte démocratique » ou de la « Convergence démocratique », portent une lourde responsabilité dans le nouveau sur-sis accordé à la dictature et la course folle dans laquelle elle s'engage. Il est grand temps d'en finir. Miser comme le PCE sur une initiative de la bourgeoisie elle-même ou d'un secteur de l'armée pour faire basculer la situation, c'est renoncer à faire jouer à la classe ouvrière le rôle de protagoniste direct du renversement de la dictature. Il n'y a pourtant pas d'autre voie pour en finir tout de suite que celle tracée par les grèves générales qui secouent depuis un mois tout le Pays Basque.

P.R.

## DICTATURE

toutes les entreprises, dans chaque université, dans chaque lycée, dans chaque quartier. Partout la vigilance doit précéder la mobilisation. Le soutien ne doit pas être l'expression d'une solidarité verbale, il doit être actif, offensif.

Nous devons mettre la bourgeoisie française et ses marchands au pied du mur, nous devons dénoncer jour après jour le Prix Nobel de la Paix Kissinger qui n'hésite pas à signer avec le ministre Cortina un bail de cinq ans pour le maintien des bases U.S. en Espagne, le tout agrémenté d'une aide de 700 millions de dollars. Tout doit être fait pour que pas un sou, pas une arme, pas un bateau, pas un camion n'arrive en Espagne, prolongeant le règne de la terreur fasciste, allongeant la liste des crimes quotidiens du boucher Franco et de son régime.

## SOLIDARITE BOYCOTT !

### à l'étranger

A Stockholm, les liaisons aériennes avec l'Espagne furent suspendues, à Copenhague, les transports routiers aériens et maritimes cessaient dès les premières heures alors qu'à Londres, les vols Iberia étaient maintenus, seul le fret au sol était bloqué. Aux Pays-Bas, une grève totale de 2 minutes fut respectée, néanmoins les liaisons air-terre-mer n'étaient que très peu entravées, seuls les docks furent paralysés. En Autriche, un boycott de 48 heures coupe totalement les communications avec l'Espagne. En URSS, alors que Tass ne faisait que reproduire au conditionnel les dépêches, alors que la Pravda dans son éditorial hebdomadaire censé reproduire les grands événements de la semaine, ne dit pas un mot des crimes franquistes « on annonce de nombreux meetings » à Moscou, Minsk, en Pologne, en Roumanie, etc...

En Belgique, à l'appel des syndicats FGTB et CSL, un boycott total fait suite aux arrêts de travail

## UN MILLIER DE FEMMES ANTIFASCISTES ONT BLOQUE LA FRONTIERE ESPAGNOLE

Préparé hâtivement, dans l'angoisse des nouveaux procès, un rassemblement de près d'un millier de femmes, venues des grandes villes de France (Paris, Bordeaux, Marseille, Grenoble...), a eu lieu à Hendaye, dimanche 5 octobre, à l'appel de personnalités et des différents groupes féministes (Librairie des femmes, le Glife, féministes révolutionnaires, Pétroleuses et Femmes en lutte). Il a montré l'engagement et la détermination des femmes dans la lutte contre le fascisme et leur solidarité avec les militantes et militants antifranquistes emprisonnés.

Le rassemblement commence à 10 heures par la prise de parole des femmes basques venues expliquer leurs luttes et leur participation aux manifestations, durement réprimées dans la région. L'émotion fut grande quand Elisabitz Beotegui, lut en basque un message de sa belle-mère, la mère de « Wilson »

« Mon fils doit vivre. La lutte doit continuer avec tout le peuple basque. Je veux mon fils vivant et en lutte, comme je suis moi une femme vivante et en lutte. (...) Je lance un appel à tous les antifascistes du monde pour que le boycott économique total continue et pour que toutes les femmes qui sont en prison restent en vie.

les femmes à la frontière, face aux CRS



Nous voulons que notre lutte appuie celle de tous ceux qui luttent dans les prisons fascistes d'Espagne.

Vive l'Euskadi libre et socialiste !

Une brève discussion s'est ensuite engagée pour définir les objectifs du rassemblement qui s'est transformé en une marche des femmes jusqu'au poste frontière de Béobie derrière la banderole des « Femmes du Pays basque en lutte contre le fascisme ».

La manifestation prit un double aspect : une partie du cortège exprimait sa colère dans le silence, le bourdonnement, l'autre partie utilisait la violence verbale pour traduire sa haine du franquisme. « Femmes en lutte contre la répression et l'oppression, solidarité » ou « le fascisme c'est aussi l'asservissement quotidien des femmes » ou encore « Franco fasciste et assassin »...

Devant le poste frontière de Béobie, gardé par un double cordon de CRS, les manifestantes antifascistes tirèrent un sit-in de plus d'une heure, durant lequel de nombreux messages de solidarité et de lutte furent écoutés et l'engagement fut pris de continuer sans relâche la mobilisation des femmes contre le fascisme. Un appel dans ce sens a été fait pour la participation à la marche internationale du 1<sup>er</sup> novembre.

## PRECISION

● Dans son dernier numéro, le journal Révolution ! accuse notre camarade Krivine d'avoir unilatéralement appelé à la dispersion sur les Champs-Élysées au nom du Collectif Eva Forest pendant la manifestation anti-franquiste. Révo ! pense avoir « commis une erreur en ne proposant pas de poursuivre la manifestation » Dont acte. Nous sommes prêts à tirer des bilans critiques sur la campagne Espagne comme nous l'avons déjà fait. Mais pour cela, que chacun assume ses responsabilités. Tout au long de ces journées, les décisions ont été prises en commun, à l'exception du PSU qui, en défilant sous ses propres banderoles aux Champs-Élysées nous avait informé qu'il appelait à la dispersion.

## en France

Avec les dockers, c'est à l'EGF, dans les ateliers de la RATP, la SNCF et la métallurgie que la « journée de boycott » se fera la plus effective. A la SNCF, les trains Paris-Barcelone, Paris-Madrid, Lyon-Irún sont supprimés, tandis que pour le trafic maritime, tous les bateaux espagnols ou travaillant pour l'Espagne sont bloqués en rade. La ligne de St-Nazaire-Vigo est interrompue ainsi que les partances de Lorient. Dans les Postes et les Douanes, un ralentissement considérable contrarie les passages et communications. Malgré les arrêts au sol dans la majorité des pays européens, les vols Air-France pour Madrid et Barcelone sont, eux, maintenus. Aucun arrêt dans les opérations bancaires et les agences de voyage.

A Fougères, jeudi 2 octobre, une manifestation est appelée par PC, PS, PSU, JOC, CGT CFTD et parallèlement par le Comité contre la répression en Espagne (seul à avoir mené une action immédiate le matin des assassinats...). Le Comité n'a pu signer l'appel à cette manifestation, le PCF s'y étant opposé, allant même jusqu'à faire pression sur les autres organisations. Nous ne ferons pas même de commentaire.

A Nice, le lundi 29 septembre, 3.000 personnes descendent dans la rue à l'appel des organisations de gauche et du Comité contre la répression en Espagne. Une fois de plus, le SO du PCF s'est cru obligé d'agresser physiquement les diffuseurs du Comité et de l'Humanité Rouge. Refusant systématiquement l'unité contre le fascisme, ce S.O. va jusqu'aux coups, aux injures du genre « poufiasse » ou « tu veux que je te baise ! »... Bon sang stalinien ne saurait mentir...

A Orléans, le 26 septembre, après une campagne de soutien sur la ville, les révolutionnaires ont appelé les militants antifranquistes à bloquer le train Paris-Irún en gare des Aubrais. Ce fut chose faite. Il fut badigeonné de slogans dénonçant les crimes franquistes. Le lendemain, le samedi des assassinats, l'extrême-gauche convoque une manifestation au sud de la ville alors que le PC, le PS, la CGT, la CFTD, la FEN appellent à la même heure au nord de la ville. Après discussion, nous réussissons à imposer la jonction des deux cortèges sur la place centrale de la ville. Le 2 octobre, un rassemblement se tient au monument de la résistance, regroupant 500 personnes dont 150 lycéens venus des bahuts où la FEN répondait au mot d'ordre d'arrêt de travail pour discuter avec les élèves de « la démocratie et du fascisme ».

# LE SUV A LA CONTRE ATTAQUE

*« en apparaissant comme une alternative claire face aux hésitations et aux concessions du MFA, le SUV peut déterminer nombre d'officiers à passer du côté des soldats et des travailleurs »*

« Soldats Unis Vaincront » — SUV ce sigle inconnu il y a quelques mois, est aujourd'hui partout présent au Portugal. Organisation clandestine de soldats révolutionnaires, le SUV fait descendre dans les rues de Porto, Lisbonne, Coimbra, Evora des milliers de soldats et de marins. Mais le combat du SUV ne concerne pas que les soldats, il touche toute la classe ouvrière en lutte pour le socialisme. Aujourd'hui ce sont des dizaines de milliers d'ouvriers, de paysans, de soldats qui luttent ensemble et répondent aux appels du SUV.

Au moment où les affrontements de classe se précisent et s'intensifient au Portugal, nous avons demandé à un camarade du secrétariat national du S.U.V. d'expliquer le sens d'un combat dont nous sommes totalement solidaires.

Le SUV est apparu pour la première fois publiquement lors d'une conférence de presse à Porto, conférence qui lança un appel à la manifestation du 10 septembre. Peux-tu nous expliquer comment est né le SUV.

Le SUV est apparu dans la région militaire du Nord pour des raisons qui sont propres à cette région. Dans le Nord l'ennemi se profilait clairement, la montée de la réaction était évidente. Cela a permis une unité d'action dans les casernes pour y riposter. Ainsi, initialement, cette unité d'action s'établit entre les militants du PCP, de l'extrême-gauche (MES, FSP, PRP-BR, LCI, LUAR), et ceux de l'UDP.

Le premier pas de ce mouvement remonte, en fait, à la mi-juillet, au moment où la crise politico-militaire éclate avec force. Des soldats, sergents et officiers miliciens ont commencé à se réunir afin d'organiser l'échange des informations sur l'activité contre-révolutionnaire croissante des officiers au sein des différentes unités du Nord. Ces derniers visaient essentiellement à expulser des casernes les soldats et officiers miliciens qui s'étaient illustrés dans les luttes.

Comment les soldats réagirent-ils pendant cette vague fasciste de l'été ?

A cette époque la réaction de diverses unités était loin d'être positive. Par exemple, les soldats du RIB (Régiment d'Infanterie de Braga), auxquels les fascistes payaient à boire en leur expliquant que les

communistes voulaient confisquer les terres des paysans, marchèrent derrière les meneurs fascistes. Il faut souligner d'une part que le recrutement est effectué sur une base régionale, c'est-à-dire que ces soldats sont pour la plupart des fils de paysans de la région, et d'autre part que ce jour là l'encadrement, y compris des officiers miliciens, était fort réactionnaire.

La caserne de Braga, le RIB, était commandée par un officier qui se trouvait au cœur de la conspiration réactionnaire contre Corvacho : le colonel Soares. En outre, les soldats issus du paysannat du Nord n'ont aucune tradition de lutte, à la différence de ceux de l'Alentejo. Enfin, depuis le 25 avril, le sort des paysans, de leur famille ne s'est guère amélioré, quand il ne s'est pas aggravé.

Pourtant, parmi ces soldats, nombreux furent ceux qui participèrent à la manifestation du SUV, le 10 septembre à Porto.

Comment expliques-tu ce changement ? On peut comprendre que les soldats les plus radicalisés et politisés aient immédiatement combattus la réaction, mais comment expliquer la rapide radicalisation de ces soldats non politisés et fortement influencés, comme à Braga, par la réaction ?

Dans le Nord et dans l'intérieur, majoritaires sont les casernes, dans lesquelles aucun changement substantiel ne s'est opéré depuis avril 1974 et parfois même aucun changement du tout ! Braga représente une des casernes de ce type. Les différences sont donc énormes entre les casernes.

Initialement, le SUV est lié à l'initiative d'éléments d'avant-garde, souvent militants d'organisations révolutionnaires qui ne disposèrent pas immédiatement d'une influence de masse.

C'est à partir des besoins exprimés par les soldats de répondre à l'oppression issue de la discipline militariste et d'un système hiérarchique hérité du fascisme, ainsi que des conditions de vie matérielles misérables, etc. que la radicalisation prospère. C'est dans la capacité à exprimer en termes revendicatifs ces aspirations et à les lier à la lutte contre la réaction que le SUV s'est établi comme une organisation de masse.

Jusqu'au début de l'année 1975, l'initiative des luttes appartenait aux CT au CM, etc. En un certain sens, les soldats sont en retard. Cela est dû en

grande partie au prestige trompeur du MFA. Cela s'exprimait entre autres par le mythe que : « nous tous, officiers du MFA, soldats sommes révolutionnaires, il faut respecter la discipline, cela constitue notre force ». Ce prestige a bloqué le mouvement revendicatif des soldats.

Mais les soldats ont commencé à se fatiguer de cette phraséologie « révolutionnaire » qui les empêchait de posséder leurs propres instruments de revendication et d'expression au sein de l'armée, qui ne leur donnait pas la parole sur les principales questions politiques à l'ordre du jour.

Ainsi, surgirent des revendications centrées sur l'augmentation de la solde et la gratuité des transports. En effet, un seul voyage dans leur famille suffisait, pour beaucoup, à engourdir la quasi totalité de la solde. De même, apparurent des revendications concernant la qualité de la nourriture, les différences entre celle des soldats, celle des sous-officiers, celle des officiers. Sur la base de telles revendications, la lutte et les méthode de combat des travailleurs purent pénétrer dans l'armée, en mettant à profit la crise d'autorité généralisée. Alors, les officiers parlèrent d'agitation dans l'armée !

Ce type de radicalisation a permis de mettre en cause — et cela était essentiel — le MFA.

Pourquoi et comment s'opéra cette rupture avec le MFA ?

Pour nous, soldats, lorsque nous revendiquions, nous trouvions en face de nous des officiers, dont une partie étaient membres du MFA. Ces officiers non seulement appliquaient pour beaucoup la discipline militariste mais se montraient incapables de satisfaire nos revendications.

Cela a suscité chez les travailleurs en uniforme une distanciation face au MFA que les travailleurs civils, entrés antérieurement dans la lutte, ne ressentait pas aussi nettement.

Tout ceci nous a facilité la tâche et a accru notre audience dans de larges couches de soldats, dans la région (le Nord). Cette méfiance s'accrut aussi à partir du thème : « nous sommes trompés, les officiers parlent en notre nom, jamais nous n'avons été consultés ! ». Ce fut important pour dénoncer les tentatives d'instrumentalisation des soldats par la droite contre les travailleurs et aussi contre d'autres soldats. Ces explications se combinaient avec une propagande montrant la nécessité de riposter aux conspirations de la réaction.

Tu as bien montré quelles étaient les bases propices à la création du SUV. Mais comment le pas a-t-il été franchi d'une sorte de coordination de militants pour échanger des informations à un réel mouvement de masse ?

L'appel à la manifestation ne fut pas restreint aux casernes. Nous nous sommes adressés directement aux organisations autonomes des travailleurs, afin qu'ils soutiennent notre mouvement. La réponse que nous avons reçue de leur part indiquait combien ils espéraient une telle initiative. Ils attendaient une riposte face à un danger réactionnaire qu'ils voyaient se rapprocher sans que rien, apparemment, ne s'y oppose. Une certaine crainte commençait à se répandre parmi les travailleurs. La manifestation du 10 septembre modifia ce climat, les soldats n'agiraient plus comme à Braga !

Après notre conférence de presse, du 7 septembre, des CM s'adressaient avec naïveté au quartier général pour dire : « nous avons entendu à la radio l'appel du SUV, nous venons ici pour apporter notre soutien et savoir ce que l'on peut faire pour aider à préparer la manifestation ». Ils allaient dire

### rectificatif

● Dans l'article paru sur la manifestation du PS-PPD à Lisbonne, dans le dernier numéro de Rouge (316) p. 23, il a été écrit qu'un contingent maoïste du PCP-ML était présent avec sur sa banderolle « Pas un seul fasciste dans l'appareil d'Etat ». Les lecteurs auront compris d'eux-mêmes qu'il s'agissait de « Pas un seul social-fasciste », ce qui change tout, mais malheureusement pas la politique des maoïstes qui avec un tel mot d'ordre se retrouvent au coude à coude avec la réaction. Le PCP-ML défilait d'ailleurs avec le PPD et c'était logique.



ça à des officiers réactionnaires !

Après la manifestation, la confiance parmi les soldats avait rapidement cru. Ils venaient de toutes les casernes prendre contact et poser le problème de l'organisation du SUV dans la leur. Nous sommes alors passés à la mise sur pied d'une organisation réelle de masse, apte à organiser les soldats dans les casernes, à permettre la coordination et la diffusion du matériel dans les casernes. Ce n'est évidemment que le début, nos faiblesses sont grandes et la hiérarchie nous frappe déjà comme on pouvait s'y attendre.

Ce fut la plus grande manifestation de Porto depuis le 1<sup>er</sup> Mai 1974. La réponse dépassait considérablement nos espérances. Il y avait environ trente mille travailleurs, beaucoup disent plus. Il y avait 1500 soldats. C'était la plus grande manifestation des soldats dans tout le Portugal.

**Que représentent les structures mises en place par le MFA, comme les ADU (Assemblées de délégués d'unité) par rapport aux « Commissions de soldats » que le SUV cherche à faire naître, à stimuler ?**

L'ADU est un type de représentation qui existe dans toutes les casernes, obligatoirement. Cet organe est ainsi composé : 50 % de soldats normalement, l'autre moitié est constituée par les sous-officiers et officiers miliciens et par les officiers et sous-officiers professionnels. La présence du commandant est imposée. Dans la mesure où il y a 50 % de soldats et dans la mesure où les plus combattifs accèdent souvent à ces fonctions (dans la plupart des cas ils ne sont pas élus), les ADU sont comme une pierre dans la botte des officiers. Elle déséquilibre le système hiérarchique. Pour cette raison, nous travaillons dans les ADU. Nous nous y battons pour faire passer des revendications des soldats et au travers de cette expérience nous pouvons faire comprendre que ces ADU ne peuvent pas mener jusqu'au bout la tâche de défense des soldats.

Beaucoup de courants politiques avaient de fortes illusions sur les possibilités des ADU. Aujourd'hui le SUV marque une rupture largement comprise avec ce type d'organisme et lutte pour la constitution de « commissions de soldats », autonomes, pour reprendre la dénomination utilisée par les travailleurs dans les entreprises et les quartiers.

Ces commissions doivent représenter la volonté des soldats exprimée en Assemblée générale ; elles doivent être élues et révocables. A Lisbonne, les liens entre les soldats et les CT, le CM se faisaient, et se font encore, par le biais des ADU. Cela possède une certaine ambiguïté. Mais vu la combativité des travailleurs, la crise très profonde de la hiérarchie dans cette région, la liaison entre organes autonomes des travailleurs et ADU dépassa quand même le projet du MFA. Dans le reste du pays par contre, les ADU tendaient à devenir un instrument de recomposition de la discipline. Par exemple, les officiers cherchaient à ce que les ADU prennent des mesures disciplinaires et deviennent des conseils disciplinaires. Dès lors, dans ces circonstances, elles peuvent devenir des canaux d'intégration des CT, des CM, des AP, contre leur autonomie. Il est donc très important de lutter pour la création de réels organes autonomes des soldats.

**Mais ne risquez-vous pas d'éloigner des soldats une couche d'officiers qui leur a déjà manifesté sa solidarité ? Pensez-vous les gagner pratiquement à votre projet ?**

La pratique prouve déjà qu'en apparaissant comme une alternative claire face aux hésitations et aux concessions du MFA, le SUV peut en déterminer un nombre non négligeable à passer du côté des soldats et des travailleurs. Pour atteindre ce but nous mettons l'accent sur : le refus par les officiers de toute mesure de répression contre les soldats, l'affirmation que la lutte contre la réaction ne peut être l'œuvre que des soldats et des travailleurs unis. Dans la mesure où ils répondent dans la pratique à ce type de critères, nous considérons qu'ils donnent les assurances pour les intégrer dans notre action. Des dizaines d'entre eux nous ont déjà rejoint.

**Le VI<sup>e</sup> gouvernement affirme ouvertement sa volonté de restaurer la discipline dans l'armée, quelles mesures prend-il contre vous ?**

Dès les premiers tracts du SUV, un ordre fut donné par le chef d'Etat-Major, Fabio, de rechercher et de fichier les « agitateurs » du SUV. Après la manifestation, un message semblable, adressé à tous les commandants d'unité, demandait de fichier tous les participants à la manifestation de Porto. Dans les

casernes des listes circulaient déjà faisant le recensement des possibles « meneurs ».

Devant le développement du SUV, et notamment sa création à Lisbonne, le Conseil de la Révolution a immédiatement mis à son ordre du jour la question de la crise dans l'armée et du SUV. Le CR indique déjà quel va être l'angle d'attaque : le SUV divise l'armée et sert la réaction. On sait par exemple que le 2<sup>e</sup> bureau de l'Etat-Major, dans le Nord, vient de placer en tête de ses priorités la recherche des membres du SUV et met au second plan la recherche des membres de l'ELP et de leurs liens avec le CDS !

A Porto, au quartier général, le SUV a déjà commencé à répondre à l'accusation de divisionnisme. Il réclame une assemblée générale dont le point essentiel soit : « Pourquoi cherche-t-on le SUV ? ». Dans le tract distribué la réponse est fournie : « On cherche le SUV parce que c'est une organisation « partidaire ». Pourtant, les officiers peuvent sans cesse s'exprimer ils peuvent s'organiser, comme cela est prouvé dans le Nord. Si aucune accusation n'est portée contre eux, c'est tout simplement parce qu'ils sont membres du parti des galons. Nous revendiquons, nous aussi, en tant que travailleurs sous l'uniforme le droit de nous organiser ».

**L'un des mots d'ordre d'appel à la manifestation du SUV de Lisbonne, le 25 septembre, est : « Travailleurs, soldats, auto-défense populaire » Pourquoi ?**

Le gouvernement veut restaurer à tout prix la discipline dans l'armée parce qu'il pense déjà à s'en servir contre les travailleurs, pour ramener l'ordre dans la société et stabiliser le capitalisme. Nous disons aux soldats que notre propre organisation, la riposte que nous pouvons opposer à la politique du gouvernement de rétablir la discipline dans l'armée est seulement possible si les travailleurs sont aussi capable de résister sur le plan militaire. Notre propagande sur l'auto-défense insiste sur le rôle central des CT et des CM et leur jonction avec les soldats. Cette tâche d'auto-défense est une question de plus en plus pressante.

**Quelles sont vos perspectives immédiates ?**

Dans l'immédiat, il s'agit de donner une structure nationale à notre mouvement. La conférence de presse donnée à Lisbonne le 21 septembre et la manifestation du 25 septembre doivent permettre de faire ce bond en avant. Tout laisse croire que la manifestation de Lisbonne sera encore plus grande que celle de Porto.

Si le SUV est apparu avant dans le Nord, la raison en est simple : la nécessité de lutter contre la réaction se fit sentir. Le développement du SUV au Sud va nous permettre d'élever le niveau revendicatif, de clarifier les positions politiques d'ensemble face à la question d'une confrontation avec le pouvoir, d'utiliser et de généraliser les expériences très avancées de lutte des casernes de la région de Lisbonne.

Porto, le 23 septembre 1975

FSP : Front socialiste populaire

LCI : Ligue communiste internationaliste (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale)

LUAR : Ligue d'unité d'action révolutionnaire

MES : Mouvement de la gauche socialiste

PRP-BR : Parti révolutionnaire du prolétariat — brigades révolutionnaires

UDP : Union démocratique populaire (maoïste)

ELP : Armée de libération portugaise

MDPLP : Mouvement démocratique de libération du Portugal (dirigé par Spínola)

LA CRISE DE  
L'ARMÉE PORTUGAISE

# une armée qui dit non!

Les paysans de l'Alentejo, venus en tracteur à Lisbonne fraternisent avec les soldats du RALIS



Fotolib

## PORTO 5 OCTOBRE

Congrès près de Porto de 500 patrons de la métallurgie. Le congrès n'aura pas lieu à la suite de l'intervention énergique de 4000 métallos. La Police Militaire appelée pour protéger la réunion refuse d'intervenir « on ne défendra pas des patrons ».

## PORTO 6 OCTOBRE

Lundi 6 octobre, sur ordre du commandement militaire de la zone Nord, des commandos investissent le CICAP (régiment de conducteurs de Porto) qui a refusé sa dissolution. Quelques heures après l'occupation des centaines de travailleurs se massent devant la caserne malgré le tir de quelques grenades lacrymogènes lancées par

les commandos. Le soir, répondant à l'appel du SUV et de toutes les commissions de travailleurs de Porto y compris celles où le PCP est influent, 2000 soldats en uniforme et 30.000 travailleurs descendent dans la rue et manifestent devant la caserne leur soutien au régime dissous. C'est une des plus grosses mobilisations de soldats et d'ouvriers de Porto. Le PS, le PPD et le CDS qui avaient appelé à une contre-manifestation, doivent rapidement disloquer leur maigre rassemblement (2.000 personnes dont le secrétaire général du PPD). Depuis, dans le Nord, de nombreuses assemblées générales de soldats se tiennent dans les casernes pour condamner l'occupation du CICAP où déjà 5 soldats et 2 officiers dont un capitaine signataire du « Manifeste des 9 » avaient été mutés par la hiérarchie réactionnaire.

## LISBONNE 6 OCTOBRE

Samedi dernier, un officier du COPCON se présente à l'arsenal de Lisbonne pour prendre 3.000 FM. Cet arsenal dépend du RALIS et son commandant Denys de Almeida refuse de faire cette livraison. Une bagarre s'en suit et, l'officier du COPCON n'obtient rien. Le soir De Almeida convoque une conférence de presse où il explique que désormais il ne donnera plus aucune arme dans ces conditions, car il sait que la droite veut désarmer les révolutionnaires. Il conclut « nos armes, nous les gardons, elles sont réservées aux travailleurs ». Lundi soir en riposte le PCP convoque une manifestation devant le RALIS qui regroupe 10.000 personnes. Manifestation importante malgré les mots

manifestation de soldats et de travailleurs ! Le soutien massif à l'ADFA fait un bond en avant après la tentative de répression. La clé de voûte du projet gouvernemental, l'armée, cède. Produit de l'interférence entre la montée des luttes, le mouvement d'auto-organisation et la crise des structures hiérarchiques, le mouvement des soldats, parti en deuxième position, devance dans la période actuelle les mobilisations ouvrières et populaires. Par son existence spectaculaire, il peut faciliter une nouvelle montée ouvrière. Dans un tel contexte, le manque de direction révolutionnaire, capable d'indiquer une issue politique à la crise et d'unifier de larges secteurs de la classe ouvrière, est ressenti par des couches importantes de travailleurs.

## bas les pattes devant le SUV !

Après la manifestation du 10 septembre à Porto (voir interview d'un membre du secrétariat du SUV dans ce numéro), l'état-major comprit tout de suite le danger.

Il ne se contenta pas de mettre le problème du SUV à l'ordre du jour du Conseil de la Révolution, de faire procéder au fichage des soldats ayant manifesté, il décida de frapper des soldats de façon exemplaire. En effet, il prit prétexte de la simple détention de tracts par des soldats pour les mettre aux arrêts. L'état-major choisit pour cela une caserne où le niveau de mobilisation des soldats était relativement peu élevé.

Sa déconvenue fut complète. Le lendemain de l'arrestation du caporal Pinto et du fourrier Figueiredo, de l'EPI (Ecole pratique d'infanterie de Mafra), les soldats de la caserne descendaient dans la cour aux cris de « Libérez nos camarades, réactionnaires hors des casernes ! », ne sachant pas que leurs deux camarades avaient été transférés au port de Trafaria, près de Lisbonne, ils s'avancèrent vers la

## BEJA 6 OCTOBRE

Le commandement de la Zone Sud décide de muter 50 soldats jugés trop à gauche. Immédiatement des commissions de travailleurs, de paysans et le SUV appellent à la riposte. 15000 manifestants dont de nombreux paysans descendent dans la rue avec 2000 soldats en uniforme. Le commandant cède, les mutations sont levées.

## LISBONNE 7 OCTOBRE A 15 H

Début d'une grève générale dans la métallurgie à Lisbonne pour le « respect des contrats » et la « défense de la révolution ». A



# REGIMENTO DE ARTILHARIA LIGEIRA N°1

Les soldats du RALIS accueillent les manifestants des commissions de travailleurs et de Moradores de Lisbonne

Fotolib

prison de la caserne pour les libérer. Les officiers qui tentaient de s'interposer firent les frais de la détermination des soldats. Manu militari, ils furent écartés. Le commandant dut convoquer une assemblée générale de la caserne : il fut accueilli aux cris de « fascistes, hors de la caserne ! ».

La solidarité avec les deux soldats emprisonnés devait vite franchir les murs de Mafra. Des motions de soutien sont votées dans de nombreuses casernes, des télégrammes sont envoyés à l'état-major et au Conseil de la Révolution, exigeant la libération immédiate des soldats.

A Moscavide-Sacavem, région où Figueiredo était un militant antifasciste connu une manifestation organisée par les Commissions de travailleurs et les commissions de moradores, en collaboration avec les soldats, s'est tenue devant l'EPSM (Ecole pratique de service te matériel de Sacavem). Soldats de l'EPSM et travailleurs demandèrent la libération immédiate de Pinto et Figueiredo. Le commandant de l'EPSM affirma son soutien à cette initiative. Pourtant quelques jours plus tard, il faisait signer une motion dans les rangs des officiers du cadre permanent pour limoger les officiers et sous-officiers miliciens radicalisés, restructurer le régiment. Les soldats ayant eu connaissance de cette motion, exigèrent la tenue d'une assemblée générale où devant le commandant et les officiers, ils déchirèrent la motion ! Il comprit peut-être alors, les limites de la démagogie.

## « le SUV a vaincu le SUV vaincra ! »

Face à ce mouvement de solidarité et à la réaction des soldats de Mafra, le général Fabião, chef d'état-major, soutient et justifie les décisions du commandant de l'EPI et il dévoile son véritable objectif, la liquidation du SUV. Il déclare : « Le SUV est une organisation étrangère aux organes qui structurent le

MFA dans les unités militaires. La punition infligée par le commandant de l'EPI à deux militaires de cette unité entre dans les normes disciplinaires des forces armées. Cette sanction a été motivée par le fait que ces militaires faisaient de la propagande et distribuaient des tracts à l'intérieur de la caserne, tracts d'une organisation étrangère aux structures du MFA dans l'unité. La cohésion et la discipline des forces armées sont des éléments indispensables à leur existence et leur capacité d'opération au service d'une révolution véritablement socialiste. »

Les 4.000 soldats et 40.000 travailleurs défilant dans les rues de Lisbonne le 15 septembre à l'appel du SUV infligèrent un démenti à Fabião. Ils proclamèrent haut et fort que c'est le MFA, et non le SUV, qui est étranger à une révolution véritablement socialiste.

Aucune référence au MFA parmi tous les mots d'ordre de cette manifestation. Le slogan inscrit sur la banderole de tête, portée symboliquement par des ouvriers, des paysans et des soldats « Ouvriers, paysans, soldats et marins, nous vaincrons » remplaçait celui de l'habituelle « Alliance peuple-MFA ».

Arrivé sur la place du parc Edouard VII un orateur du SUV demande aux manifestants de se trouver le lendemain aux portes de Trafaria à quinze kilomètres de là, pour exiger la libération des deux soldats de Mafra. Une réponse spontanée et unanime surgit : « Aujourd'hui, tout de suite ! »

Les orateurs du SUV demandent alors aux chauffeurs de bus de la compagnie Carris, présents à la manifestation, ainsi qu'aux conducteurs de camions militaires, de se présenter pour prendre le volant des bus que les manifestants allaient réquisitionner dans un dépôt voisin. Ainsi, plusieurs milliers de manifestants se rendirent à Trafaria. A 2h 30, Otelo de Carvalho devait signer l'ordre de libération des deux soldats, accueillis par une clameur : « Le SUV a vaincu, le SUV vaincra ! »

Cette première victoire devait avoir des répercussions, à Mafra d'abord. Le

1<sup>er</sup> octobre, une Assemblée générale de soldats discute l'exclusion de tous les officiers réactionnaires et du commandant de la caserne. Le mot d'ordre du SUV « Réactionnaires hors des casernes ! » repris par les soldats de Mafra le 23 septembre, tend à se concrétiser.

Cette tendance s'exprime déjà dans d'autres casernes. Au RPM (régiment de police militaire de Lisbonne) unité dans laquelle de nombreux officiers sont très radicalisés, une assemblée générale s'est tenue le 24 septembre et a voté une résolution où l'on trouve notamment le point suivant : « L'assemblée accepte (avec une entière satisfaction) la proposition de renvoi des officiers réactionnaires qui, dans un effort désespéré, tentent de provoquer des divisions au sein de l'unité. »

C'est ainsi que les soldats et officiers révolutionnaires du RPM répondirent aux accusations de divisionnisme lancées par les Fabião et de Carvalho.

## les invalides séquestrent le gouvernement !

Le 29 septembre, le Premier Ministre décide d'envoyer la troupe pour occuper la Radio-télévision portugaise (RTP), Radio Renascença (RN), Radio Clube portugues (RCP) et l'Emissora Nacional (EN).

Officiellement, la première raison de l'occupation militaire est la suivante : « Ce qui a commencé par se présenter comme de simples mouvements revendicatifs et qui méritaient un traitement juste a fini par culminer dans l'occupation des installations de l'émetteur national (station émettrice officielle) et dans une tentative de séquestrer le gouvernement lui-même, réuni en séance de travail dans la résidence du Premier ministre. A la suite de cette escalade, il était prévu, selon les déclarations des porte-parole du mouvement eux-mêmes de paralyser toute la vie de la capitale. »

Le gouvernement fait allusion ici à la lutte menée par les soldats et officiers membres de l'AFDA, association qui regroupe trente mille blessés de la guerre coloniale portugaise. Ces derniers, exaspérés par l'inexistence de toutes mesures sociales ont engagé un mouvement revendicatif dès le 13 septembre.

Le seul moyen dont ces grands blessés disposaient pour se faire entendre est le recours à des actions spectaculaires qui alertent la population. Ainsi, sur leurs chaises roulantes, ils bloquèrent les trois péages des autoroutes à l'entrée de Lisbonne, pour laisser passer gratuitement toutes les voitures. Ils reçurent l'appui des employés du péage. Ensuite, ils occupèrent l'Emissora Nacional. Les travailleurs de cette station leur donnèrent la parole et les associèrent

régulièrement à la rédaction des bulletins d'information. Enfin, ils décidèrent d'occuper le palais de Sao Bento, siège de l'Assemblée constituante et du gouvernement. Tout au long de leur lutte, ils reçurent l'appui de nombreuses unités militaires et, en particulier l'aide matérielle de la Police militaire (voitures, nourriture, habits, hébergement). Ce sont donc ces grands blessés de guerre, amputés pour la plupart, qui « séquestrèrent » le gouvernement et menaçaient Lisbonne de paralysie !

En réalité, Pinheiro de Azevedo, Antunes, Fabião, Zehna... craignaient que les formes de propagande utilisées par l'AFDA soient reprises par d'autres secteurs en lutte. Jusqu'alors, la radio — sous la pression des employés des stations — informait largement la population sur leurs différentes luttes. Avec l'AFDA un pas était franchi : ceux qui étaient en lutte prenaient directement la parole, avec la collaboration des travailleurs de la radio. Ceci pouvait démultiplier l'impact des luttes, empêcher leur isolement, au moment où le gouvernement envisageait d'instaurer la paix sociale.

Demain, après les soldats de l'AFDA, ceux du RALIS, du RIOQ, de l'EPI, de Mafra, le SUV prendraient la parole devant des centaines de milliers de travailleurs. Voilà le sequestre que craignait le gouvernement !

La solidarité active de la PM avec l'AFDA augurait d'une telle éventualité. Ce n'est donc pas un hasard si la deuxième raison essentielle, invoquée par le gouvernement, désigne les forces armées : « Dans tous ces événements, il fut possible de détecter un dénominateur commun : l'intention de miner les fondements de la discipline et de l'ordre, particulièrement au niveau des Forces armées qui constituent la réserve morale de la nation. Un pays dans lequel les organes d'information se permettent de détruire les fondements civiques et moraux d'un pacte social multi-séculaire cesse d'exister. »

Ces déclarations, dignes d'un De Gaulle doivent se faire au nom de la « révolution socialiste », vue la situation sociale. « Le socialisme et la justice sociale, devoirs imprescriptibles du MFA et du gouvernement, ne se construisent pas sur l'anarchie. » La juxtaposition de ces deux affirmations est significative des formes que peut revêtir le conservatisme de la classe dominante dans une montée révolutionnaire.

## occuper pour faire taire ou pour laisser parler ?

Dès l'annonce des ordres d'occupation, la résistance se manifesta au sein de l'armée, à l'échelle nationale. Au CIAAC (Centre d'intervention

l'heure où nous mettons sous presse, la grève est massivement suivie.

### UNE PRISE DE POSITION

Invité devant une assemblée générale des travailleurs de la CUF l'amiral Rosa Coutinho déclare « il n'est pas question pour moi d'imposer ordre et discipline tant que la révolution n'est pas faite ».

### APPEL

Les camarades soldats du SUV ont besoin de notre solidarité dans leur combat exemplaire, notamment de celle des comités de soldats français. Les comités peuvent envoyer leurs messages à la rédaction du « República » ou de « O Capital » à Lisbonne.

### Solidarité Portugal

#### Meetings LCR sur le Portugal

400 personnes à Grenoble  
250 personnes à Nantes  
50 personnes à Nîmes  
50 personnes à Avignon

#### MEETING UNITAIRE A LA ROCHE SUR YON

Organisé par CMRU, LCR, OCR, PSU, EE, Paysans travailleurs. Cette réunion qui s'est tenue le samedi 4 octobre a connu un très gros succès, elle a duré six heures et a rassemblé 400 personnes.



Fotolib

## une armée qui dit non !

anti-aérien de Cascais) un officier refuse l'ordre de mission contre Radio-Renaissance. Au commandant qui lui intime de choisir entre l'obéissance et la prison, il rétorque : « Je vais rejoindre les piquets de **défense populaire qui protègent la Radio-Renaissance** ». Les soldats du CIAAC, dans l'après-midi du 29 septembre, se solidariseront avec les travailleurs de R.R. Ils refuseront d'être remplacés par la PS (Police de sécurité publique) ou par d'autres troupes qui « ne partageaient pas les mêmes conceptions qu'eux. »

Au coude à coude avec les piquets populaires, ils défendent encore le jeudi 2 octobre, la station « **révolutionnaire au service des ouvriers, des paysans et des soldats** ». Pour atteindre partiellement son objectif, le gouvernement devra recourir aux commandos d'Amadora qui, en occupant l'émetteur de Bucara, empêchent R.R. de diffuser ses émissions. Les soldats du CIAAC ont donné une belle leçon à tous ceux qui, au nom des droits démocratiques, préconisaient le retour de R.R. à son ancien propriétaire : l'église réactionnaire et salazariste !

Les parachutistes de la DGFA (Division générale des forces aériennes), envoyés pour occuper l'émetteur national, se solidariseront également avec les travailleurs de la station qui refusent d'appliquer la censure gouvernementale sur les communiqués militaro-politiques et ceux des organes de « **pouvoir populaire** ».

A la RCP, le RIOQ (Régiment d'intervention opérationnel de Queluz), la PM, le RTA (régiment du train-auto) n'acceptent pas de couper les émissions de la station qui ne se plie pas au décret de censure. Les soldats du RIOQ, face à la menace de se voir remplacés par des forces de police, dans lesquelles le gouvernement a confiance (mais qu'il est périlleux d'utiliser, vues leurs connotations fascistes), affirment : « **Seuls d'autres soldats du RIOQ pourront prendre notre relève.** »

A la RTP, les soldats de l'EPAM (Ecole pratique d'administration militaire) assurent les travailleurs de leur soutien. Mais l'influence du PCP a empêché la mise sur pied d'une commission de travailleurs ayant un fonctionnement démocratique régulier. Les délégués syndicaux ne prennent aucune initiative pour associer les soldats qui y étaient prêts à une riposte contre la censure gouvernementale. Il eut été tout à fait possible de produire une émission spéciale donnant la parole aux délégués des Commissions de travailleurs de l'information et à des délégations des soldats comme cela s'est fait à la RCP.

### « nous sommes ici fils du peuple »

A Porto, le mouvement de résistance contre les mesures gouvernementales se manifesta de même bien que le gouvernement n'ait pas décidé de mesures d'occupation pour les stations de la région.

La réaction des soldats du quartier général de la région militaire Nord est

exemplaire. Les initiatives prises par les soldats et les officiers miliciens, le débat qui se déroula entre eux et les officiers réactionnaires expriment la radicalisation et la politisation des secteurs les plus avancés du mouvement antimilitariste.

Le QG est conquis. Les soldats apprennent que les officiers, réunis dans le « **salao nobre** » (salon noble) sont en train d'écouter un rapport du commandant sur les raisons de cette consigne. Les 150 soldats, sergents et officiers miliciens, décident de se rendre eux-mêmes au « **salao nobre** » pour discuter du rapport du commandant, le major Maia.

A peine entrés, un soldat l'apostrophe : « **On n'est pas des chiens, on veut aussi savoir pourquoi on est conquis !** » Glorieux, le major répond : « **Je ne sais pas pourquoi ! Je pense que c'est dû à la situation à Lisbonne... L'occupation des radios est correcte. Les radios dérangent beaucoup de monde et la paix sociale.** »

Un soldat se lève : « **Ecoutez bien ce qu'il vient de dire. Parce que la radio dérange certains, on la fait occuper, on la fait taire, on fait taire la voix des travailleurs. R.R. et les autres radios ont en effet donné la parole aux prolétaires. Demain, parce qu'une grève dérangera certains, un patron et un capitaliste, l'armée devra occuper les usines ! Après demain, parce que les occupations de « **salao nobres** » dérangent des officiers réactionnaires, on arrêtera des soldats !** »

Un soldat : « **Nous sommes ici, fils du peuple, pour affirmer que nous ne tirons jamais sur le peuple !** »

Le major Maia : « **Vous êtes fils du peuple ! Et moi alors, je suis peut-être fils de pute ?** » puis, se tournant vers un officier milicien, il lui lance : « **Je sais que vous m'avez déjà accusé d'être un privilégié...** »

L'officier milicien reprend la balle au bond : « **Pas seulement vous, tous les officiers du cadre permanent et les officiers miliciens, nous sommes des privilégiés. Cela peut se voir dans des choses très concrètes. Lorsqu'on entre dans la caserne, les soldats doivent nous saluer. Dans la cour, ils doivent nous dire « Monsieur » alors que nous les tutoyons. Ils reçoivent 250 escudos par mois, le minimum est pour nous de 4.700... Les salaires de 10.000 escudos de sont pas rares. Mais, comme me l'ont dit mes camarades soldats, ils ne nous rejettent pas en bloc de l'autre côté de la barricade. Evidemment ce n'est pas par les seuls discours « **révolutionnaires et socialistes** » que nous pouvons démontrer que nous sommes à leurs côtés. Il faut le prouver dans les faits et, notamment, en s'opposant à toute espèce de répression militariste contre la lutte des soldats.** »

Le débat continua ainsi pendant un certain temps. Les soldats déclarèrent solennellement « **pour que Maia ne se trompe pas comme Carvalho, nous affirmons notre refus d'appliquer toute espèce de mesure contre les travailleurs.** » Maia, déprimé, s'enfuit dans les corridors en se lamentant : « **Il faut que je passe à la réserve, je n'en peux plus, je n'en peux plus !** »

### un premier test

Le VIème Gouvernement, le 29 septembre, tenta pour la première fois de tester dans la pratique les possibilités d'exécution de son plan. Ce premier examen est raté, moins en raison de la mobilisation populaire qu'à cause de son incapacité à disposer de l'instrument de toute politique répressive — et il n'en a aucune autre — : l'armée.

En fait, les mesures prises ont stimulé la radicalisation dans l'armée et lui ont fait franchir un pas qualitatif aussi bien au niveau de la tendance à l'auto-organisation qu'au niveau des liaisons entre organes de travailleurs et soldats. Ceci est d'autant plus important que cette bataille — et cette défaite quasi-complète — s'est déroulée autour des mass-média, enjeu d'une lutte décisive dans le cadre d'une crise révolutionnaire. La radio, la télévision pourraient devenir un instrument de la centralisation d'une offensive ouvrière, au lieu d'être l'instrument de la centralisation des énergies de la contre-révolution.

Au RIOQ, régiment qui avait voté en majorité pour le document Melo Antunes, aujourd'hui même se discute en Assemblée générale l'élection d'une « **commission de soldats** ».

Au RALIS, s'est tenue le 30 septembre une réunion des délégués des unités militaires de Lisbonne (RALIS, RPM, RAC — régiment d'artillerie de la côte — Parachutistes, Fusiliers marins d'Alfeite, BRT — Brigade de recherche et de transmission — RIS — régiment d'infanterie de Setubal — DGMG — Dépôt général de matériel de guerre — GDACI — Groupe de détection, d'alerte et de conduite de l'intervention — EPT — Ecole pratique des transmissions, SMA — Service du matériel aéronautique — Fort Almada et la marine) pour mettre en place une **coordination chargée de « protéger les conquêtes des travailleurs** (A Capital, 1-10-75).

Le gouvernement a du mal à réunir les troupes qui devaient constituer l'AMI du général de brigade Nuno Viriato Tavares de Melo Egidio, général qui s'est particulièrement illustré comme tortionnaire au Mozambique. En effet, le RIOQ, l'EPI de Mafra, les parachutistes et les fusiliers marins ont déjà refusé de s'intégrer à l'AMI. Par contre, c'est avec succès que commence à exister, en dehors de toutes les structures normales de l'armée, une coordination des unités de la région de Lisbonne !

Néanmoins, ceci ne doit pas conduire à l'optimisme béat. Tout d'abord, la structuration du SUV dans la région de Lisbonne n'en est encore qu'à ses débuts. La seule assurance pour lui résider dans l'émergence de « **commissions de soldats** ». Or, si la tendance s'exprime, elle est loin d'être généralisée. Tant qu'elle n'est pas pleinement réalisée, les dangers de division selon les climats politiques existent : Le PCP, au moment où surgit le SUV, sans s'y opposer ouvertement, lance son propre appendice : l'ARPE

(association révolutionnaire des soldats de l'armée de terre). L'UDP manifeste une opposition plus ou moins déclarée au SUV.

La création des « **commissions de soldats** » peut emprunter diverses voies (transformation d'ADU, comités nés d'une lutte contre la répression ou sur des revendications matérielles), mais elle reste un objectif impératif à atteindre pour soustraire de larges secteurs à l'emprise de la hiérarchie militaire et à ses multiples manœuvres.

Le déphasage entre la radicalisation profonde de l'armée et les mobilisations d'ensemble des masses laborieuses est une donnée caractéristique de l'actuelle conjoncture. Certains groupes, en ne le voyant pas, en privilégiant l'existence de la radicalisation dans l'armée, tendent à développer des positions aventuristes et militaristes. Le PRP-BR n'hésite pas à dire que « **l'insurrection est à l'ordre du jour** ». Ceci se combine avec la position, des secteurs gonzalvistes, pour lesquels la lutte contre la réaction est avant tout une lutte militaire, laissant de côté l'organisation d'une autodéfense qui s'articulerait avec le développement des organes de « **pouvoir populaire** ».

Dans le camp bourgeois, cette défaite va accélérer les décisions visant à consolider au maximum une **force de frappe militaire**, même restreinte, mais sûre. Le seul point marqué jusqu'à maintenant par le gouvernement, est d'avoir réduit au silence Radio-Renaissance, en faisant occuper par les troupes d'Amadora — dirigées par le réactionnaire Jaime NEVES l'émetteur de Bucara.

Cela lui indique la voie à suivre. Le retour précipité des troupes d'Angola — un contingent de 5.000 soldats devrait rentrer dans les futures semaines — doit permettre de construire l'ossature d'une telle force de frappe et redonner confiance aux officiers de nombreuses unités. Le gouvernement dispose de 20.000 hommes en Angola : le 16 novembre, jour de l'indépendance de l'Angola, ils devraient en principe être revenus au Portugal. Ces troupes pourraient joindre leurs efforts à ceux de la police au sein de laquelle des remaniements sont opérés.

Dans le corps des officiers, l'accentuation de la crise du système hiérarchique va pousser à une cristallisation sur la droite de la large majorité d'entre eux, ce qui peut faciliter certaines prises de décisions gouvernementales.

A ces mesures peuvent s'ajouter des mobilisations civiles et une relance des activités paramilitaires des fascistes au Nord et du terrorisme dans la région de Lisbonne, où les « **pieds-noirs** » d'Angola fournissent une armée de réserve.

Des confrontations à un niveau supérieur et d'une violence sociale plus tranchée s'annoncent. La crise de l'armée indique déjà que les soldats seront du côté des travailleurs.

2-10-1975

Charles Michaloux  
Charles-André Udry

# L'AJS-OCI ET LE PORTUGAL

ou comment les lambertistes révisent le Programme de transition

■ La crispation des lambertistes sur le Programme de transition écrit en 1938 par Léon Trotsky est bien connue. Mais la défense rituelle des saintes Ecritures n'est plus pour cette organisation qu'une façade visant à masquer un opportunisme sans limite qui, aujourd'hui, l'amène à soutenir « la résistance du PS portugais qui explique la volonté des masses laborieuses de s'opposer à la politique du MFA »

## la situation au Portugal, vue à travers les lunettes lambertistes

Pour l'AJS-OCI, le remplacement du cinquième gouvernement provisoire par le sixième est une victoire pour la classe ouvrière, même s'il s'agit toujours d'un gouvernement de coalition entre partis ouvriers et partis bourgeois. En effet, selon l'Ajs-OCI, le PCP a essayé avec le cinquième gouvernement provisoire d'instaurer une « dictature militaire » (sic). Mais les masses « à partir des formidables mobilisations de juillet, se saisissant du PS, ont mis à nu la réalité du MFA... » « Elles exigeaient que le PS démissionne du gouvernement Gonçalves » et finalement : « 13 septembre 1975, sixième gouvernement de coalition. Le MFA appuyé par le PCP a échoué dans sa tentative d'imposer la dictature militaire. »

Que le sixième gouvernement et à sa tête le PS réclament la fin du « pouvoir parallèle des commissions, le désarmement des milices, le retour à la discipline dans l'armée, qu'ils envoient la troupe occuper les radios, qu'ils tentent de dissoudre les régiments contestataires, qu'ils essaient de former un corps militaire spécial de répression... tout cela n'ébranle pas une minute les rédacteurs d'Informations Ouvrières (I.O.) qui n'en informent d'ailleurs pas leurs lecteurs.

## une situation révolutionnaire sans organes de « double pouvoir » !

A en juger par l'analyse stupéfiante qu'ils font de l'évolution de la situation au Portugal, on s'attendrait à ce que les lam-



tistes expliquent que le Portugal ne connaît pas de situation révolutionnaire, mais une simple crise gouvernementale. Or, loin de là, ils ne cessent de proclamer que la révolution prolétarienne a commencé au Portugal le 25 avril, que « l'Etat est démantelé », « l'armée, décomposée ». On s'attendrait alors à ce qu'ils en tirent la conclusion qui s'impose : les masses, en créant des commissions d'ouvriers, de paysans, d'habitants, de soldats se sont données des organes visant à répondre concrètement à leurs besoins immédiats, en comblant le vide laissé par la décomposition de l'Etat bourgeois. Or à travers de tels organes, les masses font l'expérience qu'il n'est pas possible de contrôler la production usine par usine, mais qu'il faut contrôler l'ensemble de l'économie, de même qu'il n'est pas possible de s'opposer efficacement à la hiérarchie militaire et à la réaction, caserne par caserne, mais qu'il faut coordonner le mouvement des soldats et le lier aux commissions de travailleurs. Nées comme organes de contrôle et de gestion locaux, les commissions sont poussées par la situation objective, à se coordonner, à se centraliser, finalement à se poser le problème du pouvoir. Informations Ouvrières au contraire estime que « les commissions de travailleurs n'ont pas été les instruments adéquats de l'action de la classe », qu'elles sont incapables d'unifier les travailleurs et finalement n'ont aucune dynamique de pouvoir.

## De la défense des libertés démocratiques à la défense de la démocratie bourgeoise

L'AJS-OCI met au centre des tâches des révolutionnaires au Portugal, la défense des libertés démocratiques. Mais comment peut-on prétendre que la révolution prolétarienne a commencé le 25 avril et depuis n'a été qu'en s'approfondissant, sans mettre au premier plan les revendications transitoires (du contrôle ouvrier aux milices ouvrières), seules capables de mener à la victoire

de la révolution ?

Mais les lambertistes vont plus loin dans le révisionnisme : ils assimilent la défense des libertés démocratiques pour les masses à la défense des institutions de la démocratie bourgeoise. « accepter des limitations à la souveraineté de la constituante... c'est compromettre les libertés démocratiques et ouvrières ». C'est tout autrement que Trotsky posait le problème en 1938 : « les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.) ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un noeud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie. Que le mouvement prenne seulement quelque caractère de masse, et les mots d'ordre démocratiques se mêleront aux mots d'ordre de transition : les comités d'usine surgiront, on peut le penser, avant que les vieux bonzes routiniers ne se soient mis, de leur bureau à l'édification des syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant que ne soit réunie à Weimar une nouvelle Assemblée Constituante ».

L'AJS-OCI, elle, soutient ceux qui cherchent à passer « un noeud coulant démocratique autour du cou du prolétariat ». Ainsi on peut lire dans I.O. : « il ne s'agit évidemment pas pour les marxistes de demander au PS de réaliser la révolution prolétarienne. Il s'agit de la démocratie politique que le PS affirme vouloir réaliser au Portugal ». Les « camarades lambertistes » devraient savoir qu'il n'y a pas, pour des marxistes, de démocratie politique mais une démocratie bourgeoise et une démocratie prolétarienne.

## Quel gouvernement ouvrier et paysan ?

Si la convocation d'une « Assemblée populaire nationale » des délégués élus des comités est à l'ordre du jour, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire « tout le pouvoir aux

comités », n'est pas encore d'actualité au Portugal. Dès lors se pose le problème du « gouvernement ouvrier et paysan » susceptible d'ouvrir la voie à la dictature du prolétariat, en s'appuyant sur les commissions, en convoquant un congrès national, et en se soumettant à ses décisions. C'est ce que les révolutionnaires doivent exiger du PS et du PCP, principaux partis ouvriers. Mais, pour s'engager concrètement dans cette voie, le PS et le PCP devraient « rompre avec la bourgeoisie et entrer dans la voie de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans (L.T.). c'est-à-dire rompre non seulement avec les partis bourgeois (le PPD), mais aussi avec les institutions bourgeoises (constituante, MFA). Mais l'AJS-OCI choisit une autre voie. Elle réclame « un gouvernement PS-PCP présidé par Soares, responsable devant la constituante souveraine » donc un gouvernement réformiste s'appuyant sur la structure de l'Etat bourgeois parlementaire, c'est-à-dire, même sans ministre du PPD, même sans ministre militaire, un gouvernement bourgeois. C'est du moins ainsi que l'entendait L. Trotsky lorsqu'il dénonçait les « épigones », qui « donnent à la formule de « gouvernement ouvrier et paysan » un contenu complètement différent, purement « démocratique » c'est-à-dire bourgeois, en l'opposant à la dictature du prolétariat ».

Si l'AJS-OCI rompt ainsi, malgré son dogmatisme exacerbé, avec le programme trotskyste, c'est que son antistalinisme l'a conduit à s'intégrer progressivement à l'aile droite anticommuniste du mouvement ouvrier, aux côtés de la social-démocratie. Comment comprendre autrement que les mêmes lambertistes votent à la FEN pour le rapport Marangé, à FO pour le rapport Bergeron, et qu'ils puissent écrire : « en donnant au PS la majorité... la classe ouvrière et les masses portugaises votaient pour le parti qui n'avait pas brisé les grèves, dont le congrès avait officiellement pris position pour les commissions de travailleurs, dont les militants ont été les animateurs ■ les défenseurs de ces mêmes commissions » ?

M.Dupré et R.Yvetot.

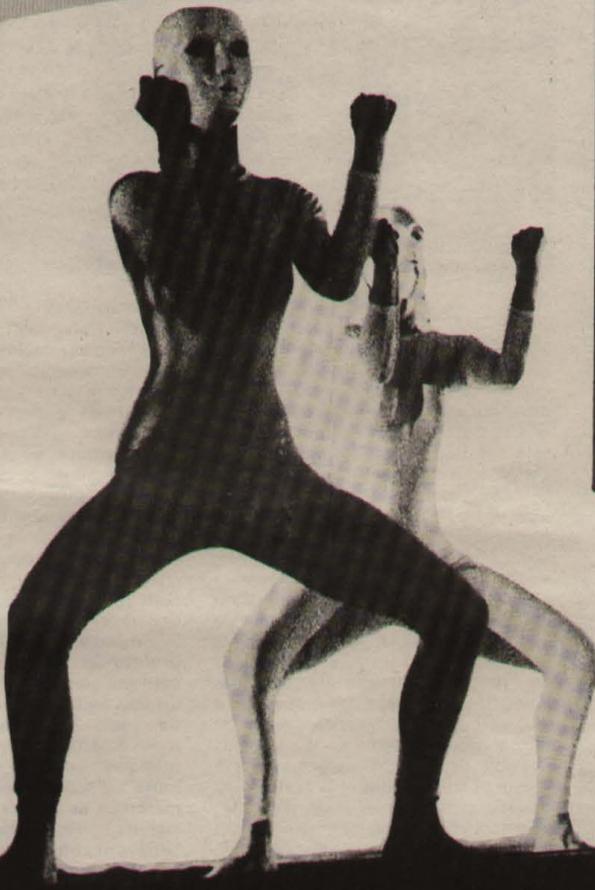


## LES DEBATS A LA FETE

Les forums que nous proposons, nous ne voulons ni qu'ils soient des meetings traditionnels, ni les reléguer au second plan comme cela arrive trop souvent dans les fêtes de l'extrême-gauche.

C'est pourquoi nous avons voulu organiser des débats centraux avec des « personnalités » connues du mouvement ouvrier. Certains de ceux que nous avions invités ont refusé : ainsi un débat sur la « crise économique » prévu avec Rocard, Attali et des représentants d'« Economie et Politique » est annulé après le refus du PC et du PS.

Après la liste des débats centraux, nous présentons les thèmes des débats d'ores et déjà annoncés dans les différentes cités de la fête. Tous ceux qui ont demandé un stand à la fête y participeront ainsi que d'autres personnalités. La liste n'en est pas close.



Pol Gornek

Ballet Pourniesco

## VIGNETTE VENDUE... ARGENT RENTRE !

Les diffuseurs doivent faire rentrer l'argent des billets au fur et à mesure, par tous les moyens, le plus vite possible. Car en même temps que nous préparons la fête, nous investissons pour l'achat des premières machines pour le quotidien : tout cela exige une trésorerie importante, sans arrêt approvisionnée. La souscription se poursuit mais les fonds sont utilisés au fur et à mesure : dans deux mois, les machines seront dans les locaux !

## DANS LES CITES

- **Cité ouvrière** : Comment lutter — les multinationales — la lutte des immigrés — les hôpitaux et la santé — la crise
- **Cité Presse** : quel quotidien révolutionnaire (avec les quotidiens italiens d'extrême-gauche, P.H., Libération) — l'édition et le socialisme que nous voulons
- **Cité régions** : débats sur les luttes des minorités nationales
- **Cité jeunes** : les luttes dans les CET — quel mouvement unitaire ? — les loisirs de la jeunesse — crise de la pédagogie — formation et emploi — l'école que nous voulons
- **Cité Armée** : l'institution militaire — l'armée et le mouvement ouvrier (avec Pelletier du procès de Dranguignan) — la lutte contre l'OTAN
- **Cité femmes** : Les luttes des femmes — psychanalyse et féminisme — être militante et féministe — nouvelles des prostituées (Lyon)
- **Cité vivre autrement** : débats sur la police et la justice, sur les prisons et sur les bandes armées du capital (avec le MAJ, le syndicat de la Magistrature, le CAP) — débats et sketches sur l'écologie — la santé : crise du système de santé, psychiatrie dans la cité, rôle et fonction de la psychanalyse (avec Gardes-fous, le GIS, le GIA, Tankonalasanté) — sur le sport et la sexualité...

## LES DEBATS CENTRAUX

- **L'Union de la Gauche et les révolutionnaires** : avec Michel Mousel (PSU), Paul Noirot (P.H.), Alain Krivine, Kriegel-Valrimont, un représentant de Lotta Continua.
- **Le marxisme aujourd'hui** : avec D. Lindenberg, J-M. Vincent, H. Weber, P. Daix, le comité de rédaction de la New-left Review, Henri Lefevre.
- **Changer le mode de vie, les années 20 en URSS** : avec A. Kopp, Champarnaud et la rédaction du Curé Meslier...
- **Cinéma** : avec Costa-Gavras, Y. Boisset, M. Piccoli, G. Semprun...
- **Portugal** : la liste des participants n'est pas arrêtée, mais d'ores et déjà, plusieurs délégations portugaises viendront à la fête et y tiendront des stands. Nous avons déjà l'accord de la commission des travailleurs de « Republica » de celle de « Radio-Renaissance » et aussi celui de l'organisation de soldats SUV.
- **Presse et mass-média** : avec Jean Daniel, C.M. Vadrot (Cabard Enchaîné), Daniel Bensaïd, Mattelard, Rossana Rossanda, Thibaut (ex-réalisateur de la 2ème Chaîne)



VILLETTE



## CHANSONS ETRANGERES

Paco Ibanez, Cuarteto Cedron, Nouredine, Mickael Lokbo, Juan et José Esteller, Las Aymaras, chanteurs italiens.

## ANIMATION

Guy Bedos, Rufus, Romain Bouteille, Danse théâtre expérience

## THEATRE

Théâtre à emporter : l'Exception et la règle de Bertolt Brecht. Théâtre Z : un spectacle sur les luttes depuis 1968, Théâtre de Villeparisis joue « De belle époque en belle époque », le groupe Rosta présente Maïakovski, théâtre de la Grande Cuiller

## DANSE

Ballet Poulmiesco, Ballet de la Cité... et les bals !

## CINEMA

Festival de films d'animation. Deux ou trois fois pendant la fête : 1) Un film d'animation rétro. 2) Jean-François Laguillomie : la demoiselle et le violoncelliste. L'arche de Noé. Une bombe par hasard. Potr et la fille des eaux. 3) Jacques Colombat : la tartelette. Calaveras. 4) Paul Grimault : le diamant. 5) Bernard Palacios : tour d'ivoire. Oiseau de nuit. 6) Gilles Baur : l'oe bleu. Ad vitam aeternam. 7) Mass : Evasion express. 8) Paul Dopff : la chute. La version originelle. 9) René Laloue : les escargots.

Dessins animés étrangers.

## ET AUSSI...

Dans les Halles, sans endroit précis ni programmé, pour une animation permanente : Bertillos trio, Théâtre à Bretelles, Acrobates du Cirque Bonjour, Mime Duval, Mime Gabriel, Théâtre du Cahudron, la Fanfouille, etc...

## Dans les cités :

Le théâtre de l'Ecume joue un spectacle antimitariste dans la cité Armée ; le théâtre Agit joue « L'information » dans la cité Presse et « le sport » dans la cité « Vivre autrement ».

Chansons de lutte dans la cité ouvrière.

## POUR LES ENFANTS

Binbendum Théâtre, Théâtre croquemaisne, Cie Arnaud, Cie du Sauveterre, Frères Smell et Cie, Dominique Serrault, Théâtre de l'Escapade, Théâtre Anti-Rouille.

Les spectacles de ces troupes seront programmés ultérieurement.

« La canaille » animera le restaurant n° 5.

# LE SENS DE LA FETE : CONSTRUIRE LE QUOTIDIEN ROUGE

Ce n'est pas seulement une fête.

C'est le rassemblement des énergies pour réaliser notre objectif immédiat : mettre sur pied le quotidien.

Tous ceux qui samedi et dimanche franchiront l'entrée des Halles de la Villette nous aideront. Tous verseront une partie de la somme pour payer les machines, les locaux, les salaires, tout ce qui est nécessaire à préparer pour le 5 janvier la sortie du n° 1 du premier quotidien de la section française de la Quatrième Internationale.

Voyez la liste de toutes les activités prévues les 18 et 19 octobre : les 250 stands des sections de l'Internationale, des régions de France, des cellules et fédérations de la L.C.R., des journaux italiens, britanniques (il y a trois quotidiens d'extrême gauche en Italie et un en Grande-Bretagne, que nous avons invité) et français, les voir la liste ci-dessous, une animation permanente, dans les restaurants, dans les buvettes, dans les cités «jeunes», «femmes», «ouvrières», «armée», «vivre autrement», «extrême-gauche», «régions», sur les trois podiums, avec 90 numéros d'artistes... Plusieurs dizaines de millions ont été investis pour réunir centredressir cette fête, pour rassembler toutes les conditions matérielles : depuis le cachet des artistes (leur voyage, le cachet de leurs musiciens, etc...) jusqu'à la location des Halles (plus de 6 millions) 9), la location des podiums, des groupes électrogènes, des palissades, des chapiteaux, des tentes, des stands, des tables, des chaises, des bâches, des matériaux de décoration, du système d'éclairage, des sanitaires, de la crèche, de l'antenne d'infirmerie, de la sonorisation, sans oublier la publicité, les affiches, les frais de billets, de téléphone, l'outillage, la location de matériel de cuisine, etc... Sans compter l'énergie militante : pendant 8 jours, dès le 12 octobre, plusieurs centaines de militants vont travailler jour et nuit pour réaliser l'ensemble des installations afin qu'elles soient prêtes pour vous accueillir le samedi 18 à 12h....

L'ensemble de la fête représente une mobilisation politique, une action politique, et pas seulement une fête. C'est dans la capacité de la LCR à réaliser cette tâche, cette action, jusque dans ses moindres détails, que nous saurons convaincre les dizaines de milliers de participants qui seront présents à la Villette, qu'il faut nous faire confiance pour le quotidien, que le quotidien est possible.

Chaque participant à la fête sera à sa manière, un actionnaire du Quotidien Rouge.

Le succès du rassemblement sera un garant de l'audience future de ce quotidien

## POP, ROCK

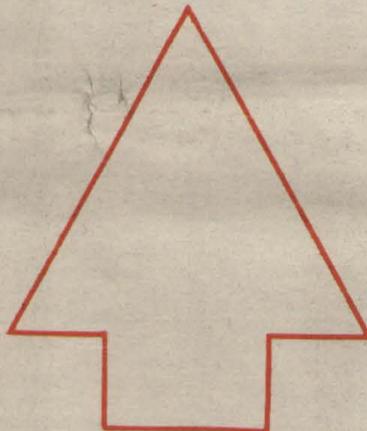
Captain Beefheart, Dr Feelgood, Osibisa, Isotope, J. Cale, Henry Cow, Soho, Lard Free, Oedipe, Hamsa Music, Mahjun, Cortex, Plat du jour, Hanouman, Robert Wood, Atome Cristal, The Franchies, Little Bob Story, Angel Face, Albatros, Lesbians'sons... et jazz, Carlos Androu, Bolid, Ex-magma, Ice, Philippe Maugars.

## CHANSONS FRANÇAISES

Catherine Ribeiro, Catherine Sauvage, François Béranger, Imago, Higelin, Lavilliers, Castelemis, Nicollet et Hué, J-L. Salmon, J-G. Barkan, Pierre Hanot, Chantal Grimm, Bernard Conrard, Birgé, Georgé, Shiroc, Michel Buhler, Pierre Coria, J-P. Sèvres, Nobel et Richeux, Gary Burtin, Yvan Dautin, Gérard Gauche, Mass Dévia, Badach et Mederic, Poupougnac, Martine Drangy, Jacques Duvelle.

## CHANSONS REGIONALES

Imanol, Tristana, Kirjuhul, Roger Siffer, Tri Yann, Gwendal, Bambocho, Coups de Rouge, Chanteurs de Neve Noe, Sourdeline, « Chants et Récits de voyages », Rosamunda, Maus de Breizh



# PROGRAMME MUSICAL DE LA FETE DE ROUGE



# L'ECOLE PRIMAIRE DIVISE

C. Baudelot et R. Establet mettent sur la sellette l'école de classe (1)

« C'est l'école primaire qui assure, sous les dehors de l'unité et de la démocratie, l'essentiel de la dislocation d'une génération scolaire. » Cette affirmation ouvre l'enquête sur l'école primaire que viennent de publier C. Baudelot et R. Establet. Elle y est ensuite remarquablement démontrée par l'étude statistique de la scolarisation en 1965 des enfants d'âge scolaire et du cheminement scolaire de la génération de 1959.

■ Parmi les rouages de l'école primaire, trois mécanismes sont essentiels : la première classe, rencontre brutale des enfants avec la salle de classe, ses murs et ses interdits ; les redoublements, sanctions des échecs scolaires ; et plus généralement l'âge qui, au regard de la norme (6 ans au C.P., etc.) fiche sans appel les « en avancé », les « en retard »... dans la course aux obstacles scolaires.

retard dans leur scolarité redoublent tout autant que les autres. Surtout, la perte d'un an est irréversible : sauter une classe est pour les enfants en retard rarrissime. Enfin le retard accumulé ouvre grand les portes des classes de perfectionnement qui ne visent pas à adapter les enfants à l'école, mais à préciser leur sélection : la moitié de ceux qui y entrent, les quittent pour le marché du travail, « Le phénomène central dans le fonc-



tionnement de l'école est bel et bien le redoublement : c'est à la suite des redoublements précoces que se décide l'orientation en perfectionnement ; les sauts de classe ne compensent pas les redoublements. L'essentiel du mécanisme de l'école primaire est donc de produire des retards ».

Enfin la sélection, violente et traumatisante pour les enfants, se cache derrière la jauge prétendument objective de l'âge. Les retards, qui ne se rattrapent pas sont aidés dans leur tâche de division de la population scolaire par « l'avance initiale ». La sélection sociale est, là-aussi, évidente : ce sont les catégories sociales les plus favorisées qui font prendre le plus d'avance à leurs enfants, alors que ces derniers sont justement les moins exposés à redoubler à l'âge normal. Mieux : alors que les enfants de cadres partis en avances redoublent peu, les enfants d'OS partis en avance connaissent des taux de redoublement élevés. Filières, mécanismes de division, sélection... que ne peuvent que renforcer les mesures prévues par la réforme Haby : supprimer les redoublements... pour les remplacer par l'encouragement aux sauts de classe et instituer ainsi une scolarisation à deux vitesses. Les retards seraient hypocritement « déculpabilisés », mais arrivé à 14 ans

La première classe, le cours préparatoire, est la plus meurtrière : le taux moyen de redoublement y est de 24,5 %. L'école ne gradue pas les difficultés, elle oppose violemment à la majorité des enfants, ceux d'ouvriers et d'employés, ses valeurs et pratiques scolaires, calquées sur les règles d'un monde qui leur est étranger, celui de la bourgeoisie. Le caractère de classe de l'inadaptation scolaire est net. Ce sont essentiellement les enfants d'ouvriers qui partent en classes de perfectionnement, et ceci dès les toutes premières classes, le C.P. fournissant à lui seul le tiers de leurs effectifs... « Le premier obstacle est celui qui en fait tomber le plus : l'école primaire ne vise pas à former mais à sélectionner ».

Le redoublement n'est pas une mesure pédagogique exceptionnelle devant faciliter la scolarité ultérieure. Il n'est exceptionnel que pour la minorité des enfants de cadres moyens et supérieurs. Il frappe avant tout les enfants d'OS et de manœuvres pour qui redoubler à l'âge normal est courant : c'est le cas d'un sur trois d'entre eux au cours préparatoire et d'un sur cinq au CM2. Il ne se rattrape pas : « Qui a redoublé, redoublera ». Les enfants en

en 6ème l'enfant d'OS n'a qu'une issue, la vie active.

La démonstration de Baudelot et Establet met en miettes le mythe, porté à bout de bras par la gauche traditionnelle, de la « neutralité » de l'école. L'institution scolaire, laïque, publique, obligatoire, n'est pas un édifice fondamentalement positif que se contenterait de détourner à son profit la classe dominante. Ces chiffres prouvent que l'école ne se contente pas d'enregistrer ou de refléter les inégalités sociales qui lui seraient préexistantes, mais qu'elle les exploite, qu'elle les reproduit par le pouvoir de ses normes et de ses pratiques scolaires de classe. L'apprentissage de la lecture, « violence symbolique » frappant de plein fouet l'enfant d'ouvrier ou d'employé, en est le tout premier exemple : une orthographe complexe et inadaptée à un enseignement populaire de masse, des contenus étrangers aux conditions de vie des travailleurs, des énoncés coupés de la réalité et favorisant les milieux où les enfants sont habitués au discours ou à l'abstraction.

L'école primaire n'a pas pour but de donner la même éducation à tous les enfants, mais d'emblée de les sélectionner en fonction de leur origine sociale. La dénonciation de la sélection sociale ne peut s'arrêter à la critique du maintien des inégalités au sein de l'institution. Pour être efficace, elle doit s'attaquer à la fonction de classe d'une Ecole qui contribue à la reproduction des classes sociales, répartissant les enfants dans

des filières adaptées au marché capitaliste du travail, leur donnant les caractéristiques culturelles requises par l'idéologie dominante. Une telle offensive s'oppose à la division du travail, reproduisant les manuels à partir des manuels et les intellectuels à partir des intellectuels. Une toute autre voie que celle du programme commun qui propose de remplacer les classes de transition, « classes dépositaires », en « classe de rattrapages authentiques » : professeurs et crédits supplémentaires ne changeront rien à l'affaire si les normes scolaires — bourgeoises — ne sont pas remises en cause.

Dans cette lutte permanente contre l'école de classe, l'ouvrage de Baudelot et Establet est un instrument très utile. Sa conclusion, appelant à « dégager les principes directeurs d'une action positive dans l'école capitaliste elle-même » montre une évolution par rapport à leur premier ouvrage, « l'Ecole Capitaliste en France » (Maspero, 1971) qui sousestimait l'importance de la lutte, au sein de l'institution et aux côtés de la classe ouvrière, pour griffer la machine, et élargir la brèche béante qu'est la crise de l'école. Leur définition de la « lutte pour une instruction populaire de masse », menée avec « l'appui des organisations ouvrières », rejoint la perspective avancée par la LCR qui vise, contre l'école de classe et contre les formations patronales au sein des entreprises, à imposer une scolarisation publique qui soit la plus inapte à l'intégration au sein de la société capitaliste.

## LA SÉLECTION SOCIALE EN CHIFFRES

- Les normes scolaires — du C.P. à six ans au C.M.2 à dix ans — ne valent que pour une minorité d'enfants.

La scolarité « normale », c'est celle :— de 50 % des enfants de cadres, — de 53 % des enfants de patrons,

qui en tout ne représentent que 23,2 % de la population scolaire.

- de 34 % des enfants d'OS et de manœuvres, de 40 % des enfants d'O.Q., qui dans leur ensemble représentent 43,3 % de la population scolaire.

- Au sortir de l'école primaire, le « parcours scolaire » de l'enfant est déjà tracé en fonction de son origine sociale.

La « sixième 1 », qui, malgré sa suppression sur le papier par Haby, s'est maintenue de fait, est la filière « noble », offrant toutes les possibilités d'aller jusqu'au bac ou d'accéder au supérieur. Les chances d'y entrer se répartissent ainsi :

- les enfants d'agriculteurs ont 23,5 chances sur 100 d'y entrer
- les enfants d'OS et de manœuvres ont 27,7 chances sur 100 d'y entrer
- les enfants d'O.Q. et de contremaitres ont 31,7 chances sur 100 d'y entrer
- les enfants d'employés ont 42,1 chances sur 100 d'y entrer
- les enfants de patrons ont 45,3 chances sur 100 d'y entrer
- les enfants de cadres ont 65,8 chances d'y entrer

(1) Un dossier : l'école primaire divisée. Editions Maspéro — 9,60 F à la librairie Rouge